LE MONDE LIBERTAIRE

# LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1642

du 15 au 21 septembre 2011

# Coupes budgétaires? Sabrons leurs profits!

M 02137 - 1642 - F: 2,50 €

# Éditorial

L'été semble avoir été assez plombé... Le chauffage a été rallumé dans pas mal de maisons, quant au mouvement social, il reste sous les braises ! Il y a, comme d'habitude heureusement, des actes de bravoure syndicale ça et là, mais, dans l'unité, ça branle dans le manche. En cette rentrée 2011, les manifestations unitaires ne font pas florès. Dans les médias tous azimuts on cause plus de la Libye et de l'après-Kadhafy, de l'anniversaire du 11 septembre... Il y a aussi des coups bas dans les diverses équipes politiques qui se propulsent en avant pour la charge suprême de la présidence de la République. La majorité actuelle ne chante plus d'une même voix, le locataire actuel de l'Élysée est critiqué par ses potes de l'UMP. Du côté de la gauche, ça se marche allégrement sur les pieds... Pour ce qui est de l'extrême gauche, on ne fera pas de discours. À vouloir jouer dans la cour des grands sans les billes qu'il faut, qui paye les pots cassés ? Et si la grande nouvelle était l'effort de syndicalisation des employées d'hôtel ? De quoi remettre sur des vrais rails les dérapages du grand argentier du Parti socialiste ! Les pets de travers des ténors de la social-démocratie prennent l'avantage sur les problèmes sociaux cela aurait déplu aux militants qui ont créé la CGT. Certes nous n'en sommes plus là et la jeunesse actuelle cherche du boulot dans des voies qui semblent loin du mouvement ouvrier. Mais à la fin du XIXe siècle, avait-on une vision claire de ce qui allait se passer ? Aujourd'hui, où tout semble s'écrouler, faut-il désespérer ? Un monde nouveau est toujours à l'ordre du jour, quels que soient les chemins !

# Sommaire


**Actualité**

**À la une : Rentrée sociale,** par Fabrice, *page 3*
**Sans-papiers en lutte,** par Nicolas, *page 4*
**Gaz de schiste,** par groupe Gard-Vaucluse, *page 5*
**Les brèves de la rentrée,** *page 6*
**Patriotes, aux chiottes,** par R. Burget, *page 7*
**Nouvelles des fronts,** par Hugues, *page 8*
**Mort du dernier triangle rose,** par P. Schindler, *page 9*

**Arguments**

**De la chute du capitalisme,** par P. Pelletier, *page 10*

**International**

**Viol au garde-à-vous,** par N. Potkine, *page 13*
**Diabolisez, jeunesse espagnole !,** par M. Silberstein, *page 14*
**Kosovars expulsés,** par J.-P. Levaray, *page 15*

**Histoire**

**La Nueve à Paris,** par A. Pavlowsky, *page 16*

**Lectures**

**Corrections, etc.,** par F. Gomez, *page 18*

**Mouvement**

**Actualité du mouvement,** *page 20*
**Saint-Imier 2012,** *page 21*
**Radio libertaire, la rentrée !,** *page 22*
**Agenda,** *page 23*



**Bulletin d'abonnement**

**Tarifs** **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
**Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos ◯ 95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

# S'indigner
# S'organiser
# Se battre

**L'INDÉCENCE DES TENANTS** du système capitaliste n'a pas de limites et l'actualité sociale de cette rentrée le démontre une fois de plus. Voilà des gens qui ont défendu partout des politiques où les spéculateurs et les banquiers ont été arrosés de dizaines de milliards, voilà des gens qui ont justifié partout les plans massifs de licenciements, les destructions des services publics, l'allongement de la durée du temps de travail, les remises en cause des conventions collectives et des statuts, tout cela au prétexte de « la crise », voilà des gens au service des entreprises du Cac 40 qui ont enregistré en 2010 82 milliards d'euros de profits (40 milliards au premier semestre 2011), et les mêmes nous refont aujourd'hui le coup de la dette ! Mais comme ont pu le dire par milliers les salariés grecs : « *Cette dette n'est pas la notre* ». Mais comment des gouvernements souvent très affaiblis (Berlusconi, Zapatéro, Sarkozy) peuvent-ils encore tenir ? La réponse est malheureusement toujours la même : essentiellement grâce à la complicité des organisations syndicales. En Italie, le 28 juin dernier, le patronat et les trois principaux syndicats ont signé un « *pacte national pour l'emploi* » qui reprend dans ses grandes lignes l'accord signé en janvier 2011 chez Fiat : grève quasi interdite, pauses réduites, travail six jours par semaine, procédure de licenciement sans motif facilité, suppression de trois jours fériés… On comprend la joie du ministre des Finances Giulio Trémonti déclarant aux trois leaders syndicaux : « *Merci pour ce que vous avez accompli dans l'intérêt du pays.* » En Espagne aussi, avant l'été, les directions de l'UGT et des CCO ont signé un pacte social avec le gouvernement. Quant à la France, les responsables de la CFDT, de la CGT, de la FSU de l'Unsa et de Solidaires (!) ont signé, le 18 août, un communiqué commun pitoyable mais révélateur – s'il en était encore besoin – de leur orientation : ces braves gens, qui s'inquiètent dés le préambule de la « *stabilité de la monnaie commune et de l'avenir de l'Union européenne* », réclament – après quelques considérants sur le système qui est pas gentil avec les travailleurs – des « *mesures pour réduire les déficits publics* ». Ça tombe bien, camarades, Fillon s'en occupe justement ! Bien sûr, ces fossoyeurs des luttes vont expliquer qu'il faut d'autres mesures plus justes pour réduire la dette comme ils expliquaient à l'automne dernier qu'il fallait non pas le retrait de la loi Sarkozy sur les retraites mais « *une autre réforme* ». Ces gens là se placent désormais en permanence sur le terrain de l'accompagnement du système voire de la colégislation et il faudra bien qu'un jour ils payent leur dette aux salariés qu'ils trahissent… Parallèlement, les mêmes ont mis en place un dispositif fort peu original mais efficace de journées saute mouton : 27 septembre dans l'éducation nationale pour « *un budget 2012 ambitieux* » (ce qui revient à avaler la rentrée 2011 pourtant catastrophique), 6 octobre pour les retraités seulement et 11 octobre au plan interprofessionnel pour que les salariés « *pèsent dans le débat* ». Tout cela, bien évidemment, débouchera sur une impasse et on nous expliquera que la seule issue est de bien voter en mai 2012…

Tout cela semble bien ficelé à quelques détails près. Tout d'abord, tout comme l'automne dernier, tout ce petit monde, malgré le maniement de la carotte et du bâton, n'a toujours pas réussi à intégrer Force Ouvrière dans ce dispositif et ça les emmerde un peu. Certes on ne peut pas dire que la direction de FO fasse preuve de beaucoup d'audace ou de détermination (c'est le moins que l'on puisse dire), mais elle n'a pas franchi le trait qui permettrait au gouvernement, comme en Italie ou en Espagne, de passer à une étape supérieure (cela dit, le risque existe de toute évidence, d'où l'initiative, dont nous reparlerons, de militants anarchistes, libertaires, syndicalistes révolutionnaires, de se regrouper). Et puis, il y a ces centaines de milliers de salariés, de chômeurs, de jeunes qui ne sont pas près à se laisser marcher sur la tête et qui, s'ils trouvaient un point d'appui, pourraient passer de l'indignation à la révolution… Notre tâche est immense. Sans prétendre donner de leçons à quiconque, mais sans renier non plus nos pratiques et nos analyses, il nous revient à notre modeste niveau d'aider à la clarté politique et à l'organisation des luttes.

**Fabrice**
*Groupe La Sociale*
*de la Fédération anarchiste*

# Habitants contre autorités

## La lutte des expulsés de la rue des Sorins à Montreuil (93)

### Des sans-papiers dans un squat : deux raisons d'expulser

Depuis quatre ans, au 94, rue des Sorins à Montreuil, une ancienne usine abandonnée était devenue la maison de 300 personnes, d'origine africaine, avec ou sans papiers. Elles y avaient construit des chambres, et des enfants y ont grandi. Ni douche ni toilettes, des cafards et parfois des rats, mais au moins pas dehors. Jusqu'à ce que les autorités décident qu'ils doivent quitter leur habitation. Puisqu'on leur dit que c'est à cause de l'état du bâtiment qu'ils doivent partir, ils se cotisent et installent à leurs frais des sanitaires, du carrelage, des sorties de secours, ils signent une convention avec la mairie et le fournisseur d'eau et entament des démarches pour mettre l'électricité aux normes, et sont même prêts à payer un loyer au propriétaire ; mais ils ne profiteront jamais de leurs travaux : la préfecture envoie des centaines de CRS les déloger au petit matin du 31 juillet. Ils ne pourront pas récupérer leurs affaires, ceux sans papiers sont arrêtés, les autres dispersés, dans la violence.

La mairie les autorise alors à s'installer dans un square. Après les premières nuits pour certains sans même une couverture, ils installent des tentes et des bâches, qui les protègent plus ou moins bien du vent et de la pluie, mais qu'ils devront transporter puis réinstaller sur un terrain de foot. L'autorisation de la mairie ne valait que jusqu'au 31 août. Alors que le square était fréquenté et situé dans un quartier passant, le terrain de foot est à l'écart et invisible depuis la rue…

### Entre le marteau préfectoral et l'enclume municipale

Le soutien affiché par la mairie reste grandement virtuel. De toute façon, assure-t-elle, elle ne peut rien faire et c'est à l'État d'agir ; elle donne donc la solution sur son site : voter pour la gauche en 2012… Et puis, elle a des « *grands projets* » (un parc aquatique écologique, un « éco-quartier », etc.) qui engloutissent déjà les millions de son budget. Elle a l'intention de placer dans des hébergements d'urgence les familles avec des enfants, et elle affirme sur des affichettes qu'il n'est pas question que s'installent des bidonvilles à Montreuil… C'est que Montreuil, comme les autres municipalités qui ont l'ambition d'être intégrées au « Grand Paris », se doit de faire de la « *rénovation urbaine* », ce qui se traduit concrètement par l'éviction des plus pauvres

et la destruction de leur habitat. Comme la mairie de Paris qui virait les Tunisiens pour « *rendre le gymnase à ses utilisateurs* », ou celle d'Ivry virant les Roms pour le même motif, il ne faudra probablement pas longtemps à la mairie de Montreuil pour trouver nécessaire de « *rendre le terrain de foot à ses utilisateurs* ».

La préfecture se fera alors un devoir de lâcher ses molosses, qui se feront un devoir de se lâcher sur des êtres humains à la rue. Ça ne les a pas gêné, cet été, d'envoyer des enfants à l'hôpital à quatre heures du matin à coups de gazeuses rue de la Banque à Paris pour les chasser du trottoir, c'est plutôt la routine. Quant au préfet, c'est un modèle du genre : ancien chef du Raid puis des CRS, c'est lui qui, dernièrement, a réquisitionné un tramway pour évacuer des Roms. Nul doute qu'il a à cœur d'œuvrer à remplir les nouveaux objectifs d'expulsions de sans-papiers fixés par le gouvernement : il a fait généreusement distribuer des OQTF (obligation de quitter le territoire français) lors de l'expulsion et en a envoyé douze en CRA (centre de rétention administrative), manifestement sans tenir compte des situations individuelles puisque la sanction était la même (expulsion et interdiction de territoire français) pour tous, y compris celui qui détenait un visa espagnol en règle ou celui qui avait fait une demande d'aide au retour volontaire (ce à quoi la juge n'a pas vu malice) ; et même s'ils ont été libérés, les procédures étant illégales, les arrêtés d'expulsion gardent leur validité et peuvent être exécutés au prochain contrôle d'identité. Il a aussi bénéficié d'une récente loi lui permettant de rester préfet après l'âge légal. Bref, ce préfet-là aime son métier…

### « Chassés de partout, toujours debout ! »

C'est ce qu'ils écrivent sur leurs tracts, comme ils scandent en manif qu'ils resteront où ils sont et qu'ils ne bougeront pas, comme ils crient : « *Tuez-nous !* » plutôt que d'obéir aux flics qui leur ordonnent de dégager. Les expulsés ont choisi de résister, en exigeant logement et régularisation, c'est-à-dire la possibilité de vivre où ils le veulent, et rapidement car « *on n'habite pas une liste d'attente* ». Pour exister en dehors des fichiers de la répression et de l'administration, ils appellent à les soutenir dans leurs manifestations.

Un repas est organisé tous les mercredis soirs à partir de 19 h 30, avec un plat à prix libre et des boissons pas chères, un point info a lieu tous les jours à 18 heures, et on peut passer à tout moment. Ils ont besoin notamment de nourriture, de couvertures, de produits de toilette et couches pour bébé, jouets, fournitures de cours pour adultes, de tentes, et de solidarité. Pour être informé des futurs rendez-vous par mail, écrire à sorinsenlutte@yahoo.fr

Les expulsés sont sur le terrain de foot du stade André Blain, 138, boulevard Chanzy, métro Croix de Chavaux.

**Nicolas**
*Groupe libertaire d'Ivry*
*de la Fédération anarchiste*

# La Convergence de Lézan

## Collectifs contre le gaz de schiste

**En mars 2010,** le cabinet de Jean Louis Borloo, alors ministre de l'Environnement, accordait de nouveaux permis d'exploration de gaz de schiste. Des firmes pétrolières – dont Total – allaient donc pouvoir fouiller les territoires de la Drôme, de l'Ardèche, du Gard, de l'Aveyron, entre autres, en tout 8 % du territoire national. Le 20 décembre 2010, avait lieu la première réunion publique à Saint-Jean du Bruel en Aveyron, déclenchant la création de dizaines de collectifs locaux opposés à l'exploitation des gaz de schiste et affirmant qu'ils s'opposeront physiquement s'il le faut au moindre chantier. Le débat éclate au grand jour, et les collectifs d'opposants multiplient les manifestations, aidés par un large spectre politique d'élus et une opinion globalement défavorable à une exploitation dévastatrice que le film américain *Gasland* de Josh Fox décrit bien.

Fin juin 2011, sous la pression, le gouvernement interdit seulement l'usage de la fracturation hydraulique, et non pas la recherche ou l'exploitation de gaz de schiste. Les opposants ne décolèrent pas et décident d'organiser un rassemblement national pour concrétiser la convergence des opposants au gaz de schiste qui sont regroupés à travers 140 collectifs (chiffre de juin 2011). Le département de l'Aveyron est un temps envisagé puis délaissé au profit du village de Lézan, dans le Gard, qui bénéficie d'un site approprié et d'un nombre important d'opposants.

Le rassemblement eût lieu du 26 au 28 août sous le nom de «Convergence citoyenne pour la transition énergétique». Cet événement fut un succès: 15 000 personnes annoncées par les organisateurs. Le comité de pilotage et les collectifs contre les gaz de schiste auraient été submergés, s'il n'y avait pas eu une participation spontanée très forte de bénévoles, et du matériel prêté. Le terrain devait initialement être prêté par la mairie (PCF), il a finalement été loué environ 7 500 euros.

Aucune organisation politique ne pouvait être présente en tant que telle, le mouvement se voulant apolitique, la Fédération anarchiste ne put donc pas y apparaître avec un stand, mais les militants locaux participèrent aux débats et ateliers.

Même si l'origine du mouvement d'opposition à l'exploitation du gaz de schiste doit sans doute beaucoup au réflexe «pas dans mon jardin», les discussions, lors des ateliers et des séances plénières, revenaient quasi systématiquement sur des questions, qui dépassaient largement le seul problème des gaz de schiste, l'énergie, l'eau, les services publics, la coordination des luttes, la justice sociale, la gratuité, le capitalisme, l'organisation étatique, l'autogestion, l'autonomie, la désobéissance civile, nous avons ainsi pu constater une forte sensibilité anticapitaliste, de fréquentes revendications pour l'autogestion – y compris parmi des intervenants! –, et une présence très significative du courant antinucléaire. Du coup, même si des élus ont eu une tribune[1], la tonalité d'un bon nombre d'interventions aux micros étaient très critiques avec les représentants républicains et surtout leurs institutions. Le recours à la justice dans la lutte fut régulièrement critiqué, l'appel aux institutions jugé souvent favorable aux puissances d'argent et aux professionnels du compromis, et la proposition de l'action directe (c'est-à-dire sans intermédiaire), valorisée devant l'entêtement gouvernemental; et le capitalisme ressenti comme un ennemi à abattre. Bref, bien des paroles prononcées nous donnaient la sensation d'être comme des poissons anarchistes dans l'eau... et si la présence d'une sensibilité écolo-mystique (projection d'un film *L'esprit du temps*) et de discours parfois réactionnaires éco-fascisants (la catastrophe écologique approchant nous imposerait des recours autoritaires) [2] a été constatée ici et là à Lézan, il faut bien dire qu'ils n'étaient pas le fait des organisateurs.

En revanche, certains intervenants, invités par le comité de pilotage, ont créé une polémique, en particulier le cas de Robert Pilli, chef de projet d'agrocarburant à l'Adea (Association de développement des entreprises en Afrique), cette dernière organisant un forum annuel (Eurafric-partners) d'entreprises européennes, qui se partagent le gâteau du développement africain, dans un style parfaitement capitaliste. Une controverse l'a opposé à Fabrice Nicolino. Il y a aussi eu le cas de Frank Hatem, hyperscientifique et métaphysicien, qui n'a pas pris la peine d'apporter son moteur à énergie libre, malgré un réel intérêt du public.

*La Déclaration de Lézan* – véritable feuille de route – élaborée au cours de ces trois jours par les organisateurs et des rapporteurs de chaque débat, et actée le dimanche, est un bon reflet de la diversité des opinions exprimées, mais aussi d'une certaine forme de radicalisation politique sur les perspectives de luttes écologiques et sociales et de projet politique. Le recours aux élections n'apparaît pas, et la nécessité de sortir du capitalisme et de faire converger les luttes et les expérimentations est bien présente. Et si le «contrôle citoyen» apparaît nettement, c'est aussi que ses partisans sont organisés et pèsent fortement sur les débats. Différemment des porteurs de l'idée autogestionnaire et anticapitaliste, pourtant très présents dans le public, mais qui sont peut-être hors des organisations favorables à ces thèses et du coup, ne font pas suffisamment contrepoids. C'est aussi, là, pour nous, un défi à relever.

**Groupe Gard Vaucluse**
**de la Fédération anarchiste**

1. L'atelier «Comment mobiliser et lutter contre les permis d'extraction des gaz de schiste?» n'était animé que par des élus.
2. Une participante aux Indignés de Paris défendit les thèses du réactionnaire Soral, par exemple.

# Brèves de combat

## Honte sur la RATP

Vers 6 h 30, le mercredi 31 août, des CRS ont détruit les baraques du campement de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), près de l'hôpital Delafontaine, où étaient installés 150 Bulgares et Roumains. Ils ont ensuite forcé une centaine de Roms à se rendre à la station Cosmonautes toute proche, sur la ligne 1 du tramway. Par groupes de cinq ou dix, la police les fait entrer dans les rames, avec des bagages, des vélos et des caddies, aux côtés d'autres usagers. Vers 8 h 30, des cadres de la ligne du tramway ont constaté que l'évacuation des Roms semblait se dérouler avec difficulté et gêner les voyageurs dans les rames. Le personnel de la régie des transports parisiens et les forces de l'ordre ont alors décidé, d'un commun accord, d'affréter une rame spécialement pour les familles, en dehors du service commercial, depuis le centre de dépôt de Pavillons-sous-Bois…

## Au village sans prétention…

Michel du groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste (02) et Jean-Paul se sont rendus le 30 août à 9 heures au Palais de justice de Paris où ils passaient en procès, suite à leur participation à la chorale brassensophile le 18 juin dernier devant la préfecture de police de la capitale. Le magistrat qui devait les juger ne s'y est pas rendu, pas plus que les deux gendarmes soi-disant agressés par nos compagnons (aucun avocat n'était présent non plus pour les représenter). La salle était occupée en grande partie par les partisans d'*Hécatombe*, dont la Fédération anarchiste qui avait appelé à ce rassemblement de soutien. Nous les remercions, ainsi que toutes celles et ceux, nombreuses et nombreux qui se sont manifestés à cette occasion, par un courrier, un courriel, un chèque ou un coup de fil. La magistrate de remplacement ne connaissant aucun des dossiers distribua des renvois à des dates ultérieures. Le procès, initialement fixé au 30 septembre, puis ramené au 30 août, sans doute pour gêner une mobilisation risquant de mettre en lumière le grotesque et la brutalité de l'opération des forces dites « de l'ordre », aura lieu finalement le mardi 13 décembre 2011, même lieu, même heure, nous permettant une mobilisation encore plus grande. **La souscription de soutien se poursuit : chèques à l'ordre de ANARS, à envoyer (avec la mention au dos « Soutien à Michel et Jean-Paul »), à Groupe Kropotkine, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02 000 Merlieux-et-Fouquerolles. http://kropotkine.cybertaria.org**

## Pends ton propriétaire !

Selon UFC-Que Choisir près des deux tiers des agences immobilières n'hésitent pas à demander des documents strictement interdits : attestation de l'employeur (46 %) ou du précédent bailleur (10 %), ou encore photographie d'identité (10 %). Les honoraires des agences ne sont pas visibles depuis l'extérieur pour 21 % des agences, alors que cette obligation est vieille de vingt ans. Mais qu'est-ce qu'elles en ont à foutre ?

## UMP et identité sexuelle à l'école

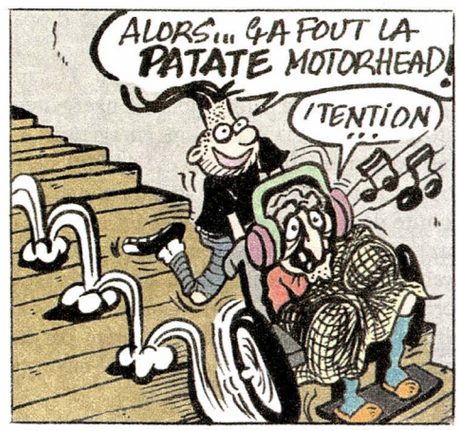
L'enseignement de l'identité sexuelle à l'école est décidément un sujet brûlant pour la majorité. L'an dernier, *Le Baiser de la lune* – un film d'animation narrant l'histoire d'amour entre Félix le poisson-chat et Léon le poisson-lune – avait provoqué un tollé. Tant et si bien que le ministre de l'Éducation s'était opposé à sa projection en primaire. Cette fois-ci, c'est au tour de plusieurs manuels scolaires de déclencher l'ire des parlementaires de la majorité. 80 députés UMP ont demandé à Luc Chatel, le retrait de manuels qui expliquent l'identité sexuelle des individus autant par le contexte socioculturel que par leur sexe biologique sous prétexte que « *selon cette théorie, les personnes ne sont plus définies comme hommes et femmes mais comme pratiquants de certaines formes de sexualités : homosexuels, hétérosexuels, bisexuels, transsexuels* ». Il s'agit selon eux d'une « *théorie philosophique et sociologique qui n'est pas scientifique, qui affirme que l'identité sexuelle est une construction culturelle* ». Parallèlement, Luc Chatel veut remettre les cours de morale au programme des écoles. Il vaut mieux être stationnaire ou reculer ?

## Des malades du sida sud-coréens arrêtés

Selon une militante d'Act Up-Paris présente sur place, des manifestants sud-coréens ont été frappés violemment et arrêtées par la police. Parmi eux, on comptait de nombreuses personnes vivant avec le sida. La manifestation se déroulait dans le cadre d'une conférence sur le sida dans la zone Asie-Pacifique. Les manifestants protestaient contre les accords de libre-échange qui vont priver les pays du Sud d'importer et de produire des médicaments génériques, donc de mettre plus de personnes sous traitements.

## PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



# Vidanger le patriotisme

**La merde patrie** n'a pas fini d'engorger les canaux médiatiques. Le milligramme de poudre à récurer, versé cet été par Éva Joly contre l'appel au sang impur lors du défilé du 14 juillet, ne mettra pas fin aux dithyrambiques diarrhées militaristes. Deux thérapies peuvent être tentées pour arrêter les chars avant qu'ils ne vous écrasent : la constipation totale des trous du cul en uniforme (comme ce fut le cas lors de la déculottée de Dien Ben Phu) ou la suppression chirurgicale de l'armée (proposition de loi n° 93-271 déposée au Sénat).

La religion du patriotisme aurait été développée avec celle de l'être suprême, lors de la révolution de 1789. Après le découpage d'un roi en deux morceaux inégaux, dans une fuite en avant face aux difficultés intérieures, la République se décida de partir à l'assaut de tous les régimes européens de droit divin (concurrence déloyale ?).

Le mythe de la levée en masse n'a jamais reposé que sur le terrorisme du comité de salut public. La victoire de Valmy a prouvé la corruption des généraux coalisés (l'Otan en Libye a-t-elle acheté les chefs des mercenaires de Kadhafi ?).

La « fête » du 14 juillet a été instauré par la loi du 6 juillet 1880, non pas pour honorer les soldats tombés pour la France, mais dans une poussée de fièvre « républicaine » afin de flatter les parlementaires conservateurs (monarchistes et bonapartistes), de réconcilier l'armée avec le peuple après les massacres de la Commune de Paris et d'embrigader des troupes pour les lancer à la reconquête de l'Alsace-Moselle.

Cette première fête nationale se référait à 1790 (constitution de la Fédération française). Elle s'affichait anticléricale car sans messe ni *Te Deum*. Elle fut l'occasion de l'amnistie des communards.

En 1882, les notables de la IIIe République font défiler 650 enfants des bataillons scolaires du Ve arrondissement de Paris. Leur sens esthétique n'allait pas jusqu'à faire sautiller les éclopés de la guerre de 1870 ou les invalides du travail...

Le maréchal Philippe Pétain interdit le défilé militaire, probablement pour que la vision des résidus de biscotos de l'armée française n'indispose pas les occupants allemands.

Trente cinq ans après la Libération, en 1980, le giscardisme agonisant choisit d'instaurer les Champs Élysées comme lieu du passage des troupes, rassemblées sur l'avenue de la « Grande armée » et, si besoin, dans le bois de Boulogne.

## Démilitariser les bals

La traditionnelle connerie militariste du 14 juillet apparaît bien mal enracinée dans l'histoire et serait donc susceptible d'évoluer vers une sortie de l'âge des casernes.

Aussi, quand madame Éva Joly, une ancienne auditrice de l'Institut des hautes études de la défense nationale (promotion 1996 de l'IHEDN) et ex-juge spécialisée dans les affaires de corruption, en pleine campagne de pêche aux voix, préconise un défilé de citoyens, cela ne peut surprendre que les innocents adeptes du « *tout pour l'armée et rien pour ta gueule !* ».

Avec un peu de recul, il semble difficilement justifiable que Paris et Moscou soient les deux seules capitales européennes à fêter encore leur nation par une revue de troupes et d'armements.

En ces temps où chacun compte ses sous, la disparition de cette ligne du budget du ministère de la Culture (le défilé fait partie des pompes de la République) serait plus que bienvenue.

Certes, le groupe de pression de messieurs Lagardère et Dassault, qui donne le ton dans les médias français, reste très attaché à cette exhibition de forces, d'uniformes chamarrés et à cette publicité gratuite pour leurs matériels à assassiner en gros. D'où leur tollé pour écraser le pétard mouillé de la candidate murmurante et à peine mûre des verts.

La mise en scène d'un défilé militariste ne serait-elle pas plus rentable pour les profiteurs de guerre lors de l'ouverture du salon de l'armement terrestre Eurosatory, ou de celui, aérien, du Bourget ?

Le régime terroriste et moribond incarné par le chef suprême des armées, qui ne se déplace plus sans une division de gendarmes « protecteurs », humilié en Libye (la victoire sur son ex-invité du défilé n'est pas arrivée pour le 14 juillet), s'est aussi fait claquer le beignet en Afghanistan où six mercenaires sont morts pour les riches au lendemain d'un fulgurant passage présidentiel dans le ciel de l'Hindu Kuch.

Le patriotisme sauce Ve serait-il la seule religion à exiger encore des sacrifices humains ?

Heureusement qu'avec la suspension du service national obligatoire, depuis 1997, ce ne sont plus les conscrits qui se font zigouiller, mais des têtes brûlées victimes du racolage lors de la journée citoyenne (ex-appel de préparation à la défense) ou dans les établissements de l'éducation nationale, voire dans les temples de la consommation (hypermarchés).

Au moment où des indignés se rassemblent pour danser la Carmagnole et pas pour marcher au pas contre les CRS, instaurer une *pacifist pride* contre le garde-à-vous et les gardes à vue peut s'avérer efficace afin de ridiculiser les partisans de *La Marseillaise* (dont Graeme Allwright a déjà subverti les paroles).

Les fêtes de l'insoumission ne peuvent qu'être spontanées, elles ne se décréteront ni ne se commanderont. Probablement que leur joie explosera quotidiennement quand, comme le Costa Rica et trente autres pays l'ont déjà fait*, la France abolira ses armées.

**René Burget**

---

* Catalogue des pays sans armée, Christophe Barbey, 5 euros, disponible à l'Union pacifiste (BP 40 196, 75 624 Paris cedex 13).

# Nouvelles des fronts

*« Aie le courage de te servir de ton propre entendement »*
**E. Kant**

**Retour après quelques semaines** d'interruption estivales qui furent socialement chaudes dans un été globalement assez pourri. Quelques suicides, devenus indécemment banaux, le 4e en juillet à l'ONF avant les 700 suppressions de postes à venir et 2 à la Société Générale en août. Été sous le signe de l'indécence puisque en Espagne, les footeux professionnels payés comme des gladiateurs de luxe se sont mis en grève, eux osent encore, pour des questions de salaires et l'obtention d'une convention collective tout comme d'ailleurs aux USA, les joueurs de basquet de la NBI. A quand la grève des patrons du CAC 40 ? La grève, arme des riches !

Nouveauté encore, la délocalisation de la direction de Schneider Electric à Hong-Kong mais qu'ils y aillent tous, ont leur laisse volontiers l'île en jouissance perpétuelle. Et entre deux coups de crème solaire toujours des attaques contre le droit de grève. En juillet, suite à la menace d'une grève des personnels navigants contre des suppressions de postes et l'atteinte aux conditions de travail, un député zélé à proposer l'interdiction de la grève dans les transports aériens à certaines dates cruciales pour les affaires, lors des grands départs massifs et des ponts. Début septembre, évocation de la mise en place d'une brigade de cadres jaunes briseurs de grève dans le métro parisien (1) pour éviter les prises d'otages ! A quand la modification de la Constitution ? Briseurs de grève professionnels pour 100 euros mensuels, le mercenariat ça eut payé.

Du côté des pauvres, quelques actes de résistance dans les couches-culottes ou contre le démontage et la délocalisation des machines à ensacher le thé chez Lipton. Bel grève des mécanos d'Air-France, des sages-femmes du CHU de Caen et des salariés du SAMU social mais visiblement la balle était dans le camp adverse. Après Monoprix, c'est à La Vie claire où on licencie pour un poireau pourri. Le bagne pour Jean Valjean et la lourde pour les miséreux de la récup ! Toujours plus ou plus exactement retour à la case début du XXe siècle ou la pratique était courante (2) avec une menace pour 480 métallos d'une diminution des salaires de

15 % aux Fonderie du Poitou-Aluminium. Travaillez autant pour gagner moins, le sabotage du Père Emile devient dès lors une obligation morale.

Après les 500 plans « sociaux » du premier semestre 2011, un nouveau annoncé dans les agences de voyages du groupe Marmara. 1 300 salariés vont bientôt pouvoir aller se faire bronzer ailleurs, tout comme, dans la presse, les salariés de *la Tribune* ou encore ceux de *France Soir*. Rien en proportion avec celui qui touche en lousdé d'Éducation nationale depuis 5 ans, 16 000 postes en 2011 et encore 14 000 pour 2012, 80 000 postes supprimés sur la totalité du quinquennat de Sarko mais qu'on se rassure l'éducation reste une priorité prioritairement prioritaire. A preuve, les 600 RASED liquidés qui privent 30 000 enfants d'appui scolaire. Riposte molle du syndicalisme enseignant avec un appel à la grève le 27 septembre. Syndicalisme, tout aussi mou d'ailleurs face au plan de rigueur de Fillon qui attaque les mutuelles et les mutualistes tout en se gardant bien de malmener les riches. Qui d'ailleurs en année pré-électorale, qui va nous plomber le social, oserait parmi les confédérations nous enjoindre à nous mobiliser pour faire dégager la racaille politicienne. Demain comme en 1981, on rase à l'œil et cette fois à la mode grecque. Résultat une journée « d'action » le 11 octobre contre l'austérité. Autant dire des ronds dans l'eau sale du compromis historique.

Les plans anti-sociaux ne sont pas l'apanage du travailleur hexagonal. Black Berry (Canada) va virtualiser 2 000 emplois quand Nokia se prépare à faire subir le même sort à 7 000 dont 4 000 dans sa sous-traitance et Telephonica 8 500 dans les 5 ans. Pour les banques, rien ne va plus, profit et actionnaires obligent : Barclay's, moins 3 500 (10 % de l'effectif) ; UBS moins 3 000 ; HSBC moins 30 000… la dette grecque a bon dos ! Et les Indignés grecs, espagnols ou israéliens… peuvent donner de la voix, ça ne sera sans doute pas suffisant pour faire crever la bête. Alors, encore un effort…

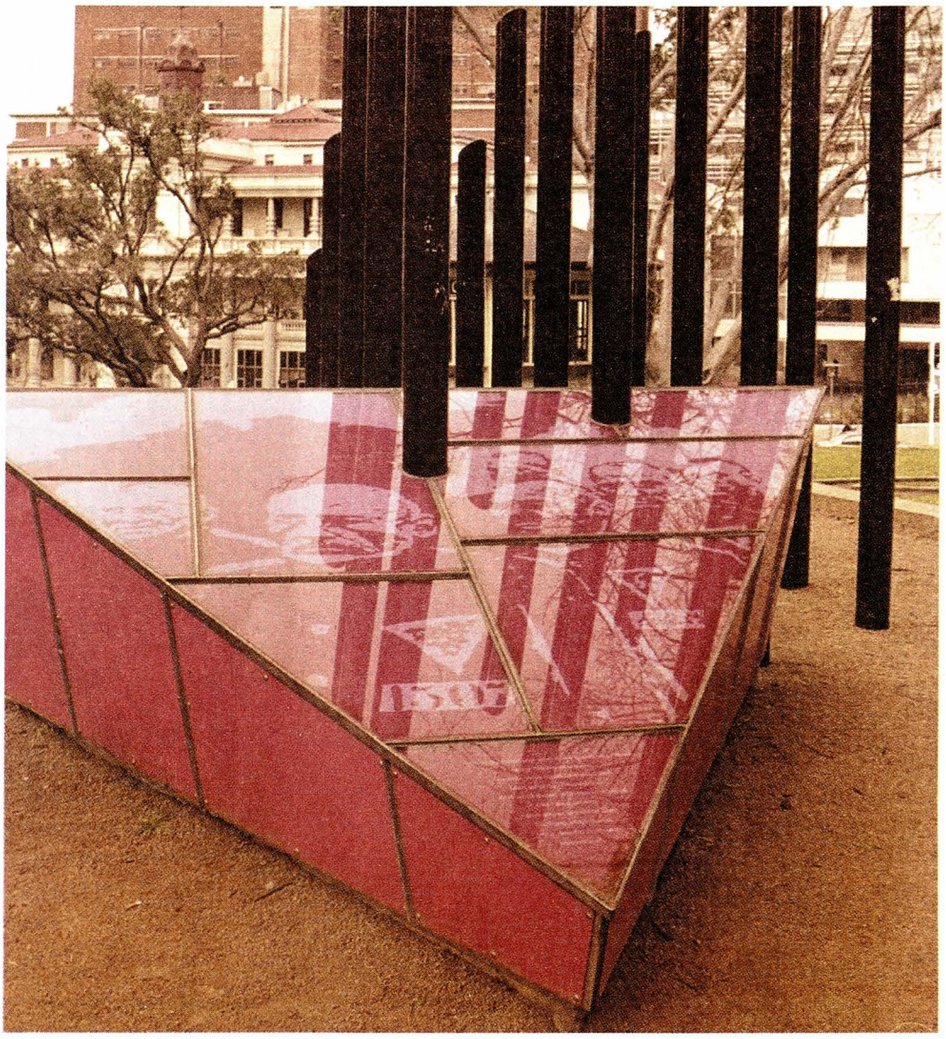
Autant de futurs pauvres qui rejoindront tôt ou tard les 2,8 millions de chômeurs (catégorie 1) et les 8, 2 millions de pauvres (1 personne sur 7) du territoire de l'Egalité et de la Fraternité virtuelle et leurs 954 euros mensuels en moyenne ou encore l'un des 250 mille bidons villes qui entourent les mégalopoles et abritent 921 millions de dépossédés. A moins qu'ils ne soient bientôt élus sénateurs et se voit attribuer pour service rendu à la Nation une indemnité mensuelle de 7 100 euros brut (5405 net), les transports SNCF en première gratuits et 40 allers et retours en avion au même coût dans leur circonscription entre autres avantages.

**Hugues**
*Groupe Pierre-Besnard*
*de la Fédération anarchiste*

1. De fait une brigade de ce genre existait déjà sur la ligne de métro stratégique n°1 qui dessert la Défense.

2. Voir Louis Adamic, Dynamite ! pour les USA (éd. Sao Maï) ou La grande Grève de la Métallurgie à Caen en 1922 de Patrice Rannou (éd. CNT).

# Mort du dernier triangle rose



**Rudolf Brazda,** déporté pour homosexualité par les nazis avait été fait chevalier de la Légion d'honneur en avril dernier, à son grand étonnement… Il s'est éteint cet été à l'âge de 98 ans. Ses proches ont fait paraître ce communiqué : « *Rudolf s'est endormi paisiblement dans son sommeil à l'aube du 3 août, il résidait depuis le mois de juin dans un établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes, à Bantzenheim (Haut-Rhin). Conformément aux dispositions de son testament, sa dépouille sera incinérée et ses cendres déposées à côté de celles de son compagnon de vie de plus de 50 années, Édouard Mayer, décédé à Mulhouse en 2003* ».

Rudolf Brazda avait fait partie des quelque 10 000 personnes déportées sous Hitler en raison de leur orientation sexuelle, les nazis considérant l'homosexualité comme une « *épidémie dangereuse pour la perpétuation de la race* ». Il avait été déporté au camp de concentration de Buchenwald où il porta le triangle rose, avant de choisir de vivre en France. Né en 1913 en Saxe (Allemagne) dans une famille tchèque germanophone, Rudolf avait pris conscience de son homosexualité comme « *une disposition naturelle qu'il avait accepté comme telle, conscient d'avoir eu la chance d'avoir toujours eu un compagnon à ses côtés* ».

En 1937, il est condamné à six mois de prison pour « *débauche entre hommes* », puis expulsé vers la Tchécoslovaquie. Là, après l'annexion des Sudètes par Hitler, il est à nouveau jugé et condamné pour le même type de faits, cette fois à 14 mois de prison. Cette peine purgée, Rudolf, considéré comme un récidiviste, est interné au camp de concentration de Buchenwald, dans le centre de l'Allemagne. Il survécut à 32 mois d'enfer dans ce camp, grâce à son amitié avec un kapo communiste et à « *un peu plus de chance que les autres* ». Rudolf Brazda avait gardé le silence sur les motifs de sa déportation jusqu'en 2008 mais l'annonce cette année-là de l'inauguration d'un mémorial aux victimes homosexuelles du nazisme à Berlin poussa des proches à l'inciter à faire connaître son histoire.

A l'occasion de ses obsèques des militants d'Act Up ont rendu hommage à Rudolf Brazda à Paris, mais aussi à Pierre Seel, et toutes les personnes que le régime nazi a harcelé, forcé à porter le triangle rose et déportées dans des camps de concentration. Rudolf a ainsi poursuivi le travail de mémoire commencé par Pierre Seel en 1982. Il aura fallu attendre le milieu des années 2000 pour que les cérémonies officielles françaises de commémoration de la déportation commencent timidement à accepter d'évoquer les déportés homosexuels. Malgré les progrès depuis une décennie, la question est encore très peu travaillée par les historiens de l'Hexagone. La déportation des lesbiennes et des autres minorités sexuelles est encore ignorée. Comme si, à l'horreur de la déportation, il fallait encore rajouter le silence, la honte et l'oubli volontaire…

Par leurs témoignages, les survivants comme Rudolf Brazda ou Pierre Seel ont permis de combattre ce silence, cette honte et cet oubli. Et, plus que jamais, leur combat doit aujourd'hui être relayé par les militants mais aussi les historiens parce que la haine des homosexuels et des trans continue de tuer, qu'elle prenne la forme de violence individuelle, de groupes ou même d'un État. Hélas, comme les colonnes du *Monde libertaire* en font régulièrement état on compte encore trop de pays où le fait d'être homosexuel, lesbienne ou trans est un crime passible de la peine de mort !

**Patrick Schindler**
*Groupe Claaaaaash*
*de la Fédération anarchiste*

# Non, le capitalisme n'est pas à l'agonie

**Philippe Pelletier**

*Groupe Makhno*
*de la Fédération anarchiste*

**Depuis plusieurs mois,** on entend et on lit un peu partout que le capitalisme serait à l'agonie, moribond, en décomposition. Mais cette assertion est complètement fausse, pire nuisible dans ses implications politiques et sociales. L'erreur se situe sur un double plan : l'analyse du capitalisme, de ce qu'il est réellement, de ce qu'il traverse actuellement ; la position politique, sinon la stratégie, qui en découle. À moins que cela ne soit précisément le contraire, une hypothèse à discuter : c'est d'une position politique – idéologique, plus précisément – que découlerait cette analyse

## Le capitalisme, un concept commode et malcommode

Le concept de capitalisme est à la fois commode et malcommode, comme tous les concepts. Car ceux-ci ne sont pas la réalité, mais une formulation de celle-ci. Nombreux sont ceux qui, par défaut de nominalisme ou de réification, imaginent que définir la chose suffirait à lui donner vie et sens. Que l'objet ou le phénomène deviendrait même acteur ou agent.

Les penseurs libres se sont toujours méfiés de cette dérive de l'intellect. On peut ainsi reprendre la formule de Max Stirner, pour qui la liberté n'existe pas, ce sont les individus libres qui existent, et affirmer, par provocation, que le capitalisme n'existe pas, ce sont les capitalistes qui existent (et les salariés…). Cela dit, il faut bien dégager des notions qui fassent système pour tenter de comprendre la marche du monde, pour penser et agir ce que nous voulons de liberté et de justice.

Le concept de capitalisme est commode car il met l'accent sur l'un des facteurs structurants du monde actuel, en gros depuis le XVIe siècle, ou le XIXe siècle selon les auteurs : la richesse matérielle réalisée et utilisée comme capital, avec rentes, emprunts, intérêts et salariat, c'est-à-dire le travail qui fait exister et fructifier le capital. Considérer ce capital comme un système permet également, dans une démarche matérialiste classique, opposée aux philosophies idéalistes considérant le monde comme guidé par dieu ou par les valeurs morales abstraites, de mettre à jour la question économique, celle de la production et de la consommation de biens.

Remarquons au passage, que dans leur fureur vis-à-vis de l'économie actuelle, certains rejettent tout simplement l'économie en général, voire des éléments simples de l'économie tels que le rapport entre la production et la consommation, ou entre l'offre et la demande (car on peut toujours disserter : il y a effectivement et il y aura toujours une demande de biens et une offre de biens, la question étant : de quoi, comment et pour qui ?). Comme la critique du salariat peut entraîner une critique aveugle du travail, non pas en tant que rapport social mais en tant qu'effort individuel et collectif, ce n'est cependant pas en cassant le thermomètre que l'on fait chuter la température.

Le concept de capitalisme est également

malcommode car il fait l'impasse sur les conditions nécessaires pour faire fructifier le capital, au premier rang desquelles figurent le système politique, l'État, plus précisément l'État-nation moderne – formalisé en Europe à partir du XVIIe siècle – et pas seulement lui : également le pouvoir en général, politique, donc, mais aussi spirituel (les religions, les croyances), moral (le rapport à l'autre, à la mort, au sexe) ou autre. Ce n'est pas un hasard si les anarchistes, historiquement, ne se disent pas seulement « anticapitalistes », et qu'ils mettent l'accent sur les différentes formes de pouvoir aliénant l'individu et la collectivité. Ils privilégient en outre davantage les processus, les relations, les rapports entre les différents éléments plutôt qu'un seul d'entre eux (comme le capital). On peut même dire que l'anarchisme est la pensée et l'action « politiques » du lien, du rapport libre, autonome et juste entre les différents éléments.

### Le capitalisme vit de crises

Le capitalisme actuel n'est pas à l'agonie. Est-il même en « crise » ? Si par ce terme on entend le passage d'une phase à une autre sans remise en cause de la nature des mécanismes, on peut l'adopter. Ou bien si on veut par là insister sur la gravité et les difficultés tous azimuts de ce passage, oui encore. En revanche si on laisse entendre que ladite crise est le prélude d'un effondrement, là, il faut se méfier, en démontrant que ce n'est pas le cas.

Déjà, il ne faut pas oublier que le capitalisme a toujours traversé des crises, de surproduction, c'est-à-dire de sous-consommation, des spéculation, des chutes de prix ou d'effondrement des cours, depuis l'épisode des tulipes aux Pays-Bas en 1637 à la fameuse crise de 1929 où le café brésilien finissait dans les chaudières des locomotives…

Quels seraient donc les éléments nouveaux de nos jours ? Pour Paul Jorion, le capitalisme est en crise car « *on ne peut plus dire comme Keynes, on va mettre tout le monde au plein emploi et ça va résoudre le problème. Il n'y a plus assez de travail pour cela* » [2]. En fait, le plein emploi a-t-il vraiment existé un jour ? Et que signifie-t-il : le salariat de tous ou d'une grande partie de l'humanité ? La mise au travail ? Le contraire du chômage ?

En fait, si au sein de certains pays, il y eut un faible taux de chômage au cours des années 1950 et 1960, en Occident et au Japon, en gros, cela s'explique par le contexte : l'après Seconde Guerre mondiale, elle-même succédant à la crise de 1929, où après tant de destructions, les hommes et les femmes – et pas seulement les capitalistes – ont reconstruit, donc beaucoup produit et beaucoup consommé. Ils l'ont fait avec des garanties socio-économiques, obtenues par des luttes, verrouillées par les bureaucraties syndicales et la gauche politique dans le cadre de ladite Guerre froide, où l'ennemi était le prétendu communisme, et la bourgeoisie devait faire des concessions. En gros, il s'agit du compromis fordiste en Occident, ou toyotiste au Japon.

Sous cette pression, et parce qu'une partie de la bourgeoisie ou de l'intelligentsia tirait son propre bilan de la crise de 29, du nazisme et de la guerre, les structures de régulation tant économiques (accords de Bretton Woods, FMI, BM, etc.) que politiques (Onu, UE, etc.) ont également été instaurées. Nous n'analyserons pas ici si, réagissant au ralentissement des profits capitalises en Occident au début des années 1980, la tendance néo-libérale du trio Thatcher-Reagan-Nakasone anticipe ou non sur l'effondrement du bloc soviétique, qui fera disparaître la caution anti-communiste, ou si elle est qui le provoque. Toujours est-il qu'une financiarisation accrue de l'économie s'accélère. Elle bénéficie des nouvelles régulations politico-économiques (des « dérégulations », certes, mais qui sont établies sur la base de nouveaux règlements, juridiquement fondés et encadrés par les États et les institutions mondiales), des nouveaux modes opératoires (la titrisation, etc.) et des nouveaux outils machiniques (les ordinateurs, les logiciels, la Toile), permettant les acrobaties comptables à la vitesse de la lumière partout dans le monde.

Mais cette économie financière repose, au début comme à la fin, sur du solide : de la production de biens matériels, vendables, ou de biens « culturels » que l'on matérialise (œuvres d'art, musique, pensées, brevets…) et qui sont également vendables. Sans eux rien n'est possible, tout ne serait que du vent. Certes, à un moment donné de la pyramide spéculative, dans le système d'emprunt d'emprunts sur des emprunts, de cavalerie, de crédits et de taux d'intérêts en chaîne, le gage du bien matériel est parfois lointain. C'est d'ailleurs comme ça que cela se passe quand des traders (toujours aux ordres de leur maîtres capitalises, ne l'oublions pas) spéculent sur des récoltes à venir qui ne sont

parfois même en germe. C'est le système même de l'argent – du billet de banque ou de la ligne informatique – en soi, cela ne vaut rien (un bout de papier, des signes sur un écran), mais cela marche parce que « tout le monde » y croit, et accorde confiance dans le fait que cela peut se traduire par un bien solide.

Les capitalistes ont beaucoup spéculé, certains ont beaucoup perdu. Ils ont plumé, certains ont été déplumés. Mais comme le système doit continuer à fonctionner, pour eux et par eux, il faut quand même recouvrer les dettes. Il s'agit donc pour eux – banquiers, financiers, et dirigeants politiques qui sont leurs avocats – de faire payer la masse solvable, le bon peuple, toucher à ses dépôts bancaires, ses salaires, ses retraites. De privatiser des pans entiers de l'économie (infrastructures, champs, usines), car cela permettra de se rattraper à nouveau sur les salariés, en réduisant leurs revenus. De fabriquer de nouveaux salariés (et plus seulement en Chine ou en Inde, dans de nouveaux endroits encore… l'Asie centrale, le proche et Moyen-Orient, l'Afrique…).

## Le capitalisme, toujours prêt à purger

Si cela ne suffira pas – car il faut quand même des consommateurs, solvables à un moment donné, pour écouler la production – la guerre arrivera afin de remettre les compteurs à zéro, ou presque. On peut d'ailleurs se demander su les interventions en Irak, en Afghanistan ou en Lybie – au nom de la belle cause prétendument démocratique – n'est pas un moyen pour préparer les opinions publiques à ce genre de guerre plus destructrice, au-delà de la chasse aux hydrocarbures. Mais même cela ne semble pas nécessaire, car la guerre sociale avec ses « nouveaux pauvres », le laminage des « classes moyennes », la pressurisation de la classe ouvrière et l'esclavage des immigrés réfugiés, existe déjà. Elle rampe en plus ou moins « basse intensité », pour parler comme les stratèges des écoles de guerre, un peu partout dans les pays développés, et pas seulement dans les quartiers de Londres ou d'Athènes, jusqu'en Chine ou en Thaïlande.

Certes, il s'agit bien d'une question de création de valeur marchande. Mais contrairement à ce que pensent les partisans plus ou moins avoués de la théorie marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit ou encore les partisans écologistes de la terre qui aurait atteint ses limites, il faut ici affirmer que les capitalistes sont toujours prêts à détruire pour à nouveau construire et dégager de la valeur, et que la terre est encore suffisamment vaste pour cela. Car même si certaines ressources arriveront à leur terme (les ressources fossiles, mais quand ?), d'autres ressources seront utilisées ou créées. Même i certaines terres ont perdu de leur fertilité, il y en aura d'autres à cultiver. Le charbon était une richesse au XIXe siècle, le pétrole au XXe siècle, l'uranium à la fin du XXe siècle, les cycles énergétiques se sont succédé et ce n'est pas faire preuve d'optimisme mais de réalisme quant à la réalité – si l'on permet cette redondance – de la dynamique capitaliste.

On peut même dire que la mise en protection de certains espaces, par des parcs nationaux par exemple, constitue un moyen pour peser sur le marché foncier mondial et dont, objectivement, pour favoriser la logique capitaliste qui spécule sur la rareté, et qui la fabrique tout en donnant aux masses l'illusion de l'abondance (publicité, hypermarchés achalandés, etc.).

## Pourquoi prétendre que le capitalisme est agonisant ?

Dans ces conditions, pourquoi prétendre que le capitalisme est agonisant ? Qui a intérêt à le dire ? La réponse tient dans un ensemble de facteurs qui se recoupent. Il ne faut pas écarter le fantasme typique des civilisations monothéistes de l'apocalypse et de la fin du monde, annoncé par des prophètes, lesquels voient ainsi leur statut social et leur raison d'être légitimer. Il ne faut pas exclure non plus une certaine cécité propre à la condition humaine (dans son rapport à la mort, par exemple) et à la période actuelle qui tend à prendre ses désirs pour des réalités. Ainsi, pour certains partisans de l'extrême gauche, le capitalisme est moribond parce qu'il doit l'être. N'oublions pas que cette cécité est la caractéristique majeure de la culture de gauche qui, pendant des décennies, ignorait le goulag, vouait aux gémonies les témoins sincères qui revenaient d'Union soviétique, ou qui considère encore Fidel Castro comme un héros. Qui, en France, était prête à voter pour un candidat « socialiste » directeur du Fonds monétaire International.

L'analyse des post-marxistes ou des crypto-marxistes – de ceux qui n'arrivent pas à faire le deuil de la théorie marxiste et des horreurs des partis marxistes – rejoint en outre celle des écologistes, non seulement sur le plan analytique mais aussi sur le plan politique : les deux courants croient encore dans le système de l'État, replâtré sous de vagues slogans de « démocratie directe » ou de « démocratie participative ». Les premiers sont en panne quant à la question de la propriété – dont « l'alternative » proposée par les régimes marxistes fut un fiasco intégral. Les seconds, fidèles à leur héritage idéologique bourgeois (Malthus, Haeckel, le Club de Rome…), et confit de religion, ne savent pas quoi dire de décisif à ce propos. À l'instar d'un Sarkozy prétendant « *moraliser le capitalisme* », tout juste s'autorisent-ils à dire qu'il faut limiter la propriété privée et les profits, par l'État assurément : et on retombe sur l'aporie du socialisme autoritaire.

On comprend donc l'intérêt sous-jacent qu'ils ont à pronostiquer l'agonie du capitalisme. Il faudrait juste attendre sa chute (syndrôme du Mur de Berlin qui tombe, des dictateurs arabes qui sont chassés ?), et l'État, toujours en place, n'aurait plus qu'à « faire autre chose » : l'État, machinerie autoritaire, bureaucratique, hiérarchique qui serait aux mains d'une nouvelle classe dominante (les experts de la « multitude », les gourous de la « décroissance », les « prophètes de la crise du capitalisme » ?).

Ce consensus idéologique doublé d'un consensus politique fait la belle affaire d'une social-démocratie plus molle que jamais qui a besoin d'un vernis de radicalité pour gagner quelques voix. Il profite aussi, paradoxalement, à un post-fascisme qui récupèrerait électoralement la petite musique de peur sur l'air de la décadence, de la catastrophe ou de la fin du monde. Il n'est pas incompatible avec les intérêts d'une bourgeoisie qui crie à la finitude des ressources, à la difficulté de s'en sortir, à la fin des utopies, et qui réclame davantage de sacrifices.

Pourtant, jamais l'humanité n'a eu autant de moyen pour parvenir à la justice et à la prospérité. Pourtant, au début du siècle dernier, un Émile Pouget, pour ne citer que lui, dénonçait déjà ceux qui se réjouissaient d'une « paupérisation » inévitable, contre laquelle il conviendrait de ne rien faire puisque « *de l'excès de mal devrait jaillir la Révolution* », « *mécaniquement, fatalement* […] *par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même* » [3]. À nous de voir, dans les alternatives concrètes, si nous voulons que l'histoire recommence… **P. P.**

---

1. Jorion Paul (2011), *Le Capitalisme à l'agonie*. Paris, Fayard, 360 pages ; *La Guerre civile numérique*, Paris, Textuel, 110 pages. Jappe Anselm (2011), *Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 256 pages.

2. « Prophète, entretien avec Paul Jorion, penseur libre, le capitalisme est à l'agonie », CQFD, 91, juillet-août 2011, page 11,

3. Pouget Émile, *L'Action directe* (1910), cité par Colson Daniel (2011) : « Éclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier ». *À Contretemps*, 41, page 13.

# L'élégance virile

**12 au 12 septembre : Paris accueille Kagame, président du Rwanda depuis qu'il a arrêté le génocide en 1994. Reprise de relations normales entre la France et le Rwanda ? Probablement un marché : Kagame cesserait de reprocher à la France son rôle actif pendant le génocide, Sarko cesserait de reprocher a Kagame ses crimes de guerre ultérieurs. Amnistie partout, justice nulle part.**

Vous êtes une femme.

Hélas.

Vous êtes une femme jeune et belle. Hélas. Vous êtes une femme jeune, belle, et Rwandaise. Hélas. Vous êtes une femme jeune, belle, Rwandaise, et l'on a vous a étiquetée Tutsi. Hélas. Hélas, parce que vous êtes, là, maintenant, à la merci d'hommes étiquetés « Hutu ». Ces hommes veulent vous violer, et probablement vous tuer, parce que l'on vous a étiquetée « Tutsi ».

Tout près de vous, vraiment tout près de vous, un soldat. Un soldat des forces armées de la République française. La République française, un État démocratique, un État de droit, dont les employés, fussent-ils militaires, se comportent selon les lois de l'humanité et les lois de la République. Donc le soldat va vous protéger.

Non.

Le soldat ne vous protège pas, il aide les hommes à vous violer. Comment ? Avec toute l'élégance pour laquelle la culture française est renommée.

Il vous oblige à rester immobilisée au sol, parce qu'il piétine vos seins avec ses rangers.

Ceci n'est ni une figure de style, ni un fantasme. C'est le crime réellement commis par un soldat français réel à l'égard d'une Rwandaise réelle. Grâce à l'obstination de l'association Survie et d'une femme française, médecin, témoin atterrée du génocide de 1994 dont l'État français fut le complice actif, grâce donc à Annie Faure, la Rwandaise écrasée par un soldat français put porter plainte ; juste avant qu'il n'y ait prescription. Annie Faure a réussi à obtenir deux autres plaintes de deux autres femmes violées.

Trois plaintes seulement ? Alors que des dizaines de milliers de femmes ont été violées ? Tout d'abord, un très grand nombre de femmes violées ont été ensuite assassinées. Le cas échéant, après avoir été en plus torturées. Je ne parle pas de Ravensbruck 1943, je parle de l'Opération turquoise, menée par l'armée française au Rwanda en juin 1994. Ensuite, selon un schéma aussi tragique que classique, ce sont les victimes qui sont persécutées, cependant que ce sont les meurtriers qui continuent à persécuter. Repoussées par leurs maris, par leurs familles, par leurs voisins, les femmes rwandaises violées mènent une existence très difficile. Ces femmes, le plus souvent, n'osent pas parler. À la fois pour ne pas revivre l'horreur, comme tant de victimes de tortures à travers le monde (très peu de survivants des camps nazis acceptaient facilement de parler de ce qu'ils avaient personnellement subis), et pour ne pas se faire remarquer dans leur pays.

Annie Faure a payé de sa poche leur billet d'avion pour qu'elles puissent voir un juge français et que leur plainte soit instruite en France. Où l'accueil a été divers. Si, à leur honneur, Noël Mamère et Christiane Taubira les ont reçues à l'Assemblée nationale, la justice française, elle, leur a fait passer un examen de trois heures devant une commission psychiatrique. L'élégance, toujours l'élégance. Mais la commission psychiatrique était dirigée par une femme, et son rapport prouve, non seulement la crédibilité de ces femmes, mais aussi la réalité des traumatismes subis, traumatismes psychiques autant que physiques.

En matière d'élégance, saluons celle de l'armée française au Rwanda. Qui rassembla les réfugiés tutsi dans des camps, et fit administrer ces camps par l'armée rwandaise génocidaire et l'administration rwandaise génocidaire. En gros, comme si l'armée américaine entrant à Buchenwald en 1945 avait demandé à la Wehrmacht et aux Gauleiter d'administrer le camp. Avec élégance, les soldats français du camp de l'une des trois plaignantes remercièrent l'administration rwandaise de leur fournir des listes des plus belles réfugiées tutsi. Seules les femmes présentes sur cette liste étaient autorisées à sortir du camp pour aller chercher le bois, indispensable combustible pour préparer à manger. Pardon. Quand il y avait à manger, parce que l'une des plaignantes se souvient fort bien que la généreuse armée française lui donnait une cuillerée à soupe de lait concentré. Par jour. Pour elle et ses trois enfants.

Toujours est-il que lorsque les femmes les plus belles sortaient en corvée de bois (une activité traditionnelle de l'armée française), elles étaient alors violées.

Par les membres des forces armées de la République française. Qui avaient l'élégance d'étendre d'abord une bâche sur le sol. Après quoi, il s'agissait d'imiter les acteurs des films X. À trois à la fois sur la même femme.

La plaignante qui a subi ce crime a cependant bien mauvaise grâce à se plaindre. Elle a survécu, elle ! C'est du moins ce que pense l'armée française. Droite dans ses rangers, l'armée française fière de sa tradition de franchise et d'élégance, fière de Pichegru, de Bazaine, de Darlan, de Pétain, de Massu et de Salan, refuse la qualification de ces crimes en crimes contre l'humanité et fait tout son possible (sans succès, heureusement) pour qu'ils ne soient poursuivis que comme simples viols.

Comme chacun sait, un viol, c'est simple.

Et puis, il faut bien que les soldats se détendent.

**Nestor Potkine**

*qui conseille vivement le livre de Jacques Morel : La France au cœur du génocide des Tutsi, publié par L'Esprit frappeur*

# Madrid aux mains de la horde

**Marc Silberstein**

*Groupe Louise-Michel*
*de la Fédération anarchiste*

**Il y a quelques mois,** on pouvait se réjouir de ce qui se passait en Espagne quand les *indignados* lancèrent un mouvement de grande ampleur contre le gouvernement Zapatero et les (autres) partis de droite, un mouvement plein de promesses et d'espoirs, dont le déroulement tranchait avec les modes de lutte habituels[1]. Puis le mouvement s'estompa, les forces de l'ordre, dont la propagande d'État, firent le nécessaire; s'imposa aussi la nécessité du quotidien – un moment contrariée – et ainsi de revenir subir le système social et économique en place... L'indécent gouvernement de ce pays reprit sa marche bourgeoise, en revêtant l'habit du valet des spéculateurs. Puis ce fut l'été et Madrid, en ce mois d'août pathétique, a accueilli les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), vaste opération de propagande catholique en direction des jeunes, qu'il s'agit donc d'infantiliser davantage, brebis parmi les brebis. Quel soulagement pour nos médias de masse qui, peu avant, tremblaient d'effroi face aux événements d'Angleterre, ne résistant pas (la résistance n'est pas leur fort) à relayer avec bienveillance les titres des torchons britanniques, lesquels soumirent aux foules apeurées des manchettes barrées de sombres «*Anarchy in UK*». Nous aurions voulu que cela fût une jubilatoire promesse, malheureusement, l'anarchie, au sens où nous l'entendons, et non pas dans son acception triviale dont abusent les «médiacres», n'est certainement pas en train de faire vaciller la City... Les «émeutes» n'ont duré que quatre jours, pour le plus grand profit des compagnies d'assurance et de la propagande sécuritaire, autant de temps pendant lequel ces médias ont «oublié» de parler d'un sujet d'une importance manifeste: la famine en Afrique (pour ne prendre qu'un seul exemple...).

## Madrid offerte

Mais revenons à notre troupeau cathojuvénile. Le rassemblement de masse des JMJ (un million de croassants lors de la messe dominicale célébrée par B16), tel un Nuremberg apostolique, est dévolu à conforter l'idéologie qui irrigue ces mises en scène, à resserrer les liens spirituels de ce qui est alors véritablement une communauté, à subjuguer la raison, à déliter les éventuels reproches adressés à l'actuel maître du Vatican, à réclamer une foi inébranlable, à pétrifier le croyant dans sa forteresse théologique, à l'éloigner des risques d'apostasie, en un mot à convertir les hommes en brebis. Joie et festivité, dévotion rieuse et communion débonnaire, nous montrait-on à longueur de reportages: des jeunes garçons et filles en tenue d'été, heureux et fiers de leur foi, s'arrogeant parfois le droit de ne pas acquiescer pleinement à l'ascèse sexuelle qui est pourtant l'un des piliers de leur religion. Quel esprit de tolérance, quelle ouverture d'esprit, malgré les grimaces réprobatrices d'un prêtre accompagnateur, veillant fermement à ce que les filles et les garçons ne dorment pas dans la même tente (car Satan l'habite).

Le marketing catho-cathodique réglait ce théâtre du mensonge et de l'hypocrisie, montrant une vaste troupe de jeunes gens souriants, ravis, enjoués, loin des images de bigoterie, de contrition, d'austérité, de magie, d'irrationnel pur qui constituent cependant et indubitablement les fondations du catholicisme. Bien sûr, ces aspects n'étaient pas évincés: en hommage à Jean-Paul II, une relique contenant une goutte de son sang avait été placée sur le pupitre où était posé l'Évangile, durant la messe inaugurale des JMJ. Une marque d'idolâtrie en quelque sorte...

Les porte-parole télévisuels des JMJ, soudainement très préoccupés par le (nouveau) marasme de l'économie mondiale, s'empressèrent de rapporter (comme on dit d'un chien qu'il rapporte la baballe à son maître) les propos de B16 réclamant une «*économie solidaire*» et fustigeant la course au profit. Pas même une tentative de questionner cette (imposture: qu'un pape aussi réactionnaire délivre un tel message, sur la place de Madrid quelques semaines plus tôt nommée place de la Solidarité par les *indignados*, voilà qui aurait dû déclencher quelques velléités d'étonnement, à défaut de pouvoir librement exprimer du dédain et de la colère. Il n'en fut rien, évidemment. Dans le même élan de docilité standardisée, journaleux et commentateurs cathophiles se firent les échotiers de la mixture théologique du Vatican, quand le pape, obsessionnellement arcbouté à la doctrine fidéiste, réitéra ses attaques contre le matérialisme, terme qu'il emploie habilement pour en mêler et en entremêler toutes les significations, les légitimes aussi bien que les trafiquées. Avec ce mot qui, rappelons-le, désigne avant tout une pensée philosophique

émancipatrice de la plus haute importance, le Vatican, en en violant le sens, voue ainsi cette pensée à ne plus être, dans un télescopage sémantique infect, que la désignation infamante du culte égoïste du plaisir, de l'individualisme, du libéralisme, du marxisme. C'est un procédé fréquent chez B16 qui, en tant que cardinal Radzinger, est rompu à cet exercice de fraude intellectuelle. Par exemple, dans son encyclique *Spe Salvi* («Sauvés par l'espérance») de 2007, B16 fait le lit des malversations de sens au sujet de l'athéisme et du matérialisme, accusés d'être inaptes à fonder une morale pour l'humanité. «*Un monde qui doit se créer de lui-même sa justice est un monde sans espérance*», écrit-il. «*L'homme a besoin de Dieu, autrement, il reste privé d'espérance.*» Autrement dit: indignez-vous tant que vous voulez contre les méfaits du profit, de l'argent, de l'accumulation, mais tout cela ne sera rien sans le projet indéfectible d'instauration de l'empire de Dieu sur Terre.

Pour illustrer des propos à la limite de la métaphysique – à savoir que l'émancipation des humains par leur propre force libératrice est un leurre matérialiste –, rien de mieux qu'un cas concret: on lit dans cette encyclique l'édifiante histoire, située à la fin du XIXe siècle, d'une esclave africaine traitée comme une moins que rien, qui, passant de maître en maître, arrive en Italie où – je passe les détails de sa pérégrination – elle rencontra Jésus, lequel la toucha d'emblée car lui-

même avait été maltraité. Et le pape de raconter la transmutation de son état d'esprit : « *Par la connaissance de cette espérance* [en Jésus et au Paradis], *elle était « rachetée », elle ne se sentait plus une esclave, mais une fille de Dieu libre.* » Bien sûr, elle se fit bonne sœur dans une congrégation… où elle fut destinée à des tâches de larbin. Pas mal de la part d'un pape si prompt à louer la ferveur (le fanatisme en fait) religieuse de l'Afrique noire catholique tout en étant de la sorte le suprême propagandiste du colonialisme spirituel.

B16 est un homme intelligent et cultivé : il sait pertinemment qu'en utilisant le vocable « matérialisme » dans son acception vulgaire, il enfourne aussitôt sa propagande dans la bouche goulue des journaleux qui la répéteront à l'envi, sans savoir – car eux sont incultes – à quel tour de passe-passe lexical ils se livrent… à leur insu. L'insu (lte) faite au mot. L'insu (le non-su) est la condition du journaliste commun.

### JMJ : Journées des médias jaunes

Ces JMJ furent aussi l'occasion pour ces médiateurs obtus, intrinsèquement incapables de questionner une telle manifestation quant à ses aspects politiques et philosophiques, d'évoquer sœur Teresa, 103 ans, détentrice du record de claustration en couvent homologué : quatre-vingt-quatre ans dans un couvent de Castille (elle entra dans les ordres en 1927). On nous raconta, avec émotion, l'état de félicité à laquelle la bigote avait accédé en psalmodiant sans répit : « *Merci, pardon. Merci, pardon. Merci, pardon* ». Mais on attend encore une réprobation, au moins une interrogation anxieuse au sujet de cette servitude volontaire, de cette addiction. Alors, prenons-en de la graine : une réclusion de quatre-vingt-quatre ans dans un couvent, voilà la clef du bonheur. Et cela ne ferait-il pas baisser le chômage des femmes ? Quel gouvernement courageux aura donc l'audace de proposer ainsi un nouveau concordat et de transformer les écoles laïques en centres de recrutement pour garnir les couvents ?

Pour montrer l'exceptionnel destin de la cinglée, on indiqua avec un clin d'œil appuyé que sa seule sortie du couvent, avant celle d'août 2011 organisée pour lui faire rencontrer son guide, Benoît 16, fut une énigmatique incartade pendant la guerre civile espagnole. Malgré une recherche assez minutieuse sur le web francophone, je n'ai trouvé aucune précision quant à la motivation de l'escapade de la recluse durant la guerre d'Espagne. M'est avis qu'elle n'est pas sortie pour transporter des armes ou des missives dans sa cornette au profit des antifranquistes…

### Epilogue grotesque

À la même période (mi-août), l'indigné à 3 euros Stéphane Hessel rencontrait le dalaï-lama à Toulouse, dans le cadre d'une conférence bouddhiste – mais prônant le dialogue interreligieux – sur « l'art du bonheur » ! Tremblez, capitalistes et exploiteurs de tous Âpays, Hessel-lama arrive ! **M. S.**

1. Voir l'article de Guillaume Goutte dans *Le Monde libertaire* n°1638 et celui de Ramon Pino dans *Le Monde libertaire* n°1639.

# L'État expulse des Kosovars

**Je ne sais pas** comment l'histoire traitera de cette période où les pays du bloc occidental, repliés sur eux-mêmes, ont mené des politiques sécuritaires et d'exclusion, xénophobes et racistes.

Ici, en France, les vols charters, les expulsions deviennent monnaie courante. Un régime de plus en plus autoritaire, bafouant les droits humains et les lois, se met en place sous nos yeux et ce, malgré nos ripostes et notre résistance, pas toujours victorieuses.

Les familles Ajeti-Hasani (les grands-parents, les parents et les enfants, âgés de 1 à 11 ans) sont arrivées à Clermont-Ferrand en février 2011. Kosovars, d'origine Roms, ils ont fuit la Serbie qui mène une politique pour le moins brutale contre les Roms et où ils sont persécutés. Ils demandent le statut de réfugiés mais la commission refuse et un arrêté de reconduite à la frontière est émis par le préfet du Puy-de-Dôme. Les familles sont arrêtées le 10 août et placées en rétention à Lille. Saisi, le tribunal administratif de Lille annule le placement en rétention.

Libres, les familles roms se réfugient à Saint-Amand-Roche-Savyne (Puy-de-Dôme) où tout le village se mobilise pour eux. D'autant que la préfecture leur interdit toute place en centre d'hébergement. La municipalité leur fournit deux logements communaux et la solidarité des villageois leur permet de se nourrir, se vêtir, etc. Chacun des enfants se retrouve même inscrit à l'école. « *Ils étaient chez nous, on les accueillait. De quoi s'occupe ce préfet, on lui a rien demandé. Ils font partie du village et on veut qu'ils reviennent* », pouvait-on lire sur différentes listes de soutien.

La Compagnie Jolie Môme organisant son festival « La Belle rouge » dans la région, parraine ces familles et ces dernières participent activement au festival, ainsi qu'à la fête du village.

Ça aurait pu durer longtemps, sauf que l'État ne l'entend pas de cette oreille et doit faire du chiffre en matière d'expulsions.

Le premier septembre, au matin et *manu militari*, la police les arrête de nouveau et les envoie au centre de rétention d'Oissel, près de Rouen.

Nouveaux comités de soutien, manifestations à Saint-Chamand, à Clermont-Ferrand et à Oissel (où viennent quelques membres de la Compagnie Jolie Môme). Théoriquement, les Ajeti-Hasani doivent passer devant le tribunal administratif le lundi 4 septembre à 10 heures.

Sauf que ce lundi matin, on se retrouve à manifester devant le tribunal sans les familles. Lorsque l'avocate arrive, elle nous dit qu'elle vient d'apprendre que les familles avaient été embarquées. On n'apprendra leur sort véritable que juste avant le jugement : les familles ont été séparées. Les femmes et les enfants ont été conduits à l'aéroport de Boss (région rouennaise) où un avion privé les a emmenés à Belgrade. Les deux hommes de la famille ont été placé dans un avion à Roissy pour la même destination.

Le juge du tribunal administratif a quand même décidé de maintenir l'audience et, après avoir entendu l'avocate, le président du tribunal a indiqué qu'il prenait la même décision que son collègue de Lille. À savoir qu'il annulait la mesure de rétentions de ces dix personnes.

Évidemment, les avions partis, c'est impossible de les libérer, et demander des dommages et intérêts reste une piètre consolation.

Sachant que les juges remettaient souvent en cause les mesures d'expulsions, l'État a voulu aller au plus vite, pratiquant enlèvement, la séparation des familles et éloignement pour qu'ils ne passent pas par la case « juge ».

C'était juste une histoire d'expulsions supplémentaire. Quand des lois ne satisfont pas un État, celui-ci les contourne. On croirait vivre dans des moments sombres de l'occupation

**Jean-Pierre Levaray**

# Histoire

**«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.»** **Inconnu**

# Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris


**Agnès Pavlowsky**

*Groupe Louise-Michel*
*de la Fédération anarchiste*


**Des Espagnols,** premiers soldats de la France libre à entrer dans Paris, le 24 août 1944 et qui, le 26 août, lors du défilé de la victoire sur les Champs-Élysées, escortaient le général de Gaulle, on ne parle guère. Et pourtant, ces jours-là, ils étaient reconnus et acclamés comme des héros ayant pleinement contribué à la libération de la capitale.

Evelyn Mesquida, dans son ouvrage *La Nueve. Los españoles qui liberaron París*, publié en espagnol en 2008 et enfin traduit en français (*La Nueve, 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*) réhabilite la mémoire de ces hommes dont il fallait occulter l'engagement afin que les Français puissent apparaître comme les grands libérateurs, juste secondés par les alliés. Les propos du général de Gaulle, le 26 août, sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris sont éloquents : «*Paris outragé! Paris brisé! Paris martyrisé! Mais Paris libéré! Libéré par lui-même, libéré par son peuple, avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.*»

De Gaulle veut rassembler les Français autour de sa personne, éviter une guerre civile, effacer la honte de la collaboration. Pragmatique et cynique, il tait la contribution des étrangers – dont les Espagnols – dans la résistance ou dans les armées. Il évoque peu celle des Anglais et des Américains, dont il craignait qu'ils ne cherchent à réduire l'indépendance de la France à leur avantage.

Les rapports de force politiques ont aussi précipité les Espagnols dans l'oubli. Les pensées dominantes du gaullisme et du communisme français rivalisaient. Gaullistes et communistes se prévalaient d'être les libérateurs, et tous flattaient l'ego collectif en évoquant un peuple français uni dans sa lutte contre l'occupant et qui s'était délivré lui-même.

Pas de doute : si l'implication des Espagnols dans la libération de la France est passée sous silence, c'est bien d'abord du fait de l'étroitesse d'esprit intrinsèque du patriotisme. Il contraste tant avec la motivation de ces Ibères à se battre, où qu'ils se trouvent, contre le nazisme, au nom de la liberté. Les propos de Luis Royo, l'un des survivants de la Nueve que l'auteur a rencontré, illustrent bien cela : «*Je faisais la guerre et je savais que je pouvais être blessé ou que je pouvais mourir. La vérité est que je n'ai jamais pensé que je luttais pour libérer la France, mais que je luttais pour la liberté. Pour nous, cette lutte signifiait la continuation de la Guerre civile.*»

Ces Espagnols avaient combattu le franquisme qui était appuyé par le régime fasciste portugais de Salazar et secondé des forces fascistes italiennes et nazies allemandes. Ils étaient bien conscients que, la guerre civile espagnole avait été un champ d'expérimentation des armes du régime nazi et que la victoire du franquisme était le prélude à l'expansion de ce type d'idéologie totalitaire.

La France les avait «accueillis», à partir de la fin janvier 1939, au moment de la Retirada (la retraite), l'exode massif des réfugiés espagnols, dans des conditions indignes, en particulier pour les combattants entassés dans des camps, officiellement nommés «camps de concentration». Cette attitude méprisante se prolonge jusqu'à maintenant. La France passe sous silence le rôle non négligeable joué par ces hommes pour mettre fin à l'occupation allemande et jeter à bas le nazisme. Pourtant, leur participation a été conséquente, tant par le nombre d'Espagnols qui ont rejoint les différentes forces combattantes que par la qualité et la solidité de leur engagement, qui les amenait, bien souvent, à se mettre en première ligne, forts de leur expérience du combat et animés par leur idéal de liberté et leur haine de la dictature.

Cette occultation est aggravée par le sentiment de trahison : la France ne s'engagera pas contre Franco. En outre, la Guerre froide entraîne une banalisation des relations avec le régime franquiste ; et, par conséquent, l'oubli s'approfondit.

C'est soixante ans plus tard que la ville de Paris reconnaîtra que les premiers libérateurs à entrer dans Paris, le 24 août 1944, sont les soldats de la neuvième compagnie (appelée «la Nueve») du 3e bataillon de marche du Tchad, commandée par le capitaine Raymond Dronne et appartenant à la 2e division blindée (2e DB) du général Leclerc.

Son nom l'indique : cette compagnie était à majorité espagnole. Ainsi, enfin, Paris rend hommage à ces républicains espagnols, lancés à corps perdu dans la lutte. Elle se souvient que les premiers *half-tracks* (voitures blindées) à pénétrer dans son enceinte, avant de poursuivre le combat en Alsace et d'aller jusqu'au nid d'aigle d'Hitler, s'appelaient : Madrid, Guernica, Teruel, Guadalajara, Don Quichotte…

Toutefois, une telle reconnaissance tardive et symbolique est bien insuffisante, d'autant que les pages des manuels sont bien discrètes sur le rôle de ces républicains espagnols dans la Seconde Guerre mondiale.

Parmi eux, il y avait beaucoup d'anarchistes; rien d'étonnant puisqu'ils étaient très nombreux à combattre le régime de Franco. Comme les autres Espagnols antifranquistes exilés en France ou dans les colonies d'Afrique du Nord, beaucoup se sont d'abord interrogé sur l'éventualité de prendre les armes contre l'occupant allemand et, donc, de défendre ceux qui non seulement ne les avaient pas soutenus dans leur lutte pour sauvegarder la jeune république espagnole, mais, qui plus est, les avaient laissé croupir dans les camps, contraints d'effectuer de pénibles travaux en échange de l'obtention du droit d'asile.

Comme tous les républicains vaincus, ils concevaient ce combat comme la continuité de celui entamé en Espagne et espéraient – comme on leur avait promis – qu'il se poursuivrait, avec l'aide des alliés, contre la dictature de Franco.

Comme en Espagne, durant la Guerre civile, ces anarchistes voulaient agir. Ils refusaient d'être des spectateurs, sachant combien le nazisme – partenaire du franquisme – est l'ennemi de la liberté, valeur fondamentale pour tout libertaire.

C'est pourquoi beaucoup d'anarchistes ont rejoint les maquis ou ont endossé l'uniforme. Antimilitaristes, ils considéraient que l'enjeu valait ce compromis avec leurs principes.

Dans l'ouvrage d'Evelyn Mesquida, les anarchistes sont très présents puisqu'ils étaient majoritaires parmi les Espagnols formant la Nueve (144 dans cette compagnie de 166 hommes). Sur les 144, seuls 16 d'entre eux ont survécu à la traversée de la France, puis à celle de l'Allemagne.

Ce livre fait suite à des articles et des ouvrages collectifs dans lesquels Evelyn Mesquida, journaliste (elle a été correspondante à Paris pour la revue *Tiempo*), écrivaine, chercheuse, après avoir fouillé dans d'innombrables archives et documents, recueilli des témoignages, porte à la connaissance des lecteurs le vécu de ces républicains espagnols, saluant ainsi leur combativité ancrée dans la fidélité à leur idéal.

La parution de ce livre en français est importante car, à travers l'exemple de la Nueve, des Français pourront découvrir, ou mieux comprendre, la contribution des Espagnols à la Libération. Des historiens pourraient s'en inspirer…

Cet ouvrage est divisé en trois grandes parties: un récit historique, des entretiens témoignages, une série de portraits des divers acteurs de cette histoire.

Le récit historique, détaillé, après dix ans de recherches, est émaillé des propos des protagonistes. L'auteur relate les périples de ces Espagnols en individualisant leur trajectoire.

Avec neuf témoignages des soldats de la Nueve qui suivent l'historique, des précisions sont encore apportées, et nous approchons mieux les parcours et la manière dont ils ont pu être vécus. Ainsi, l'ouvrage nous éclaire-t-il sur les itinéraires qui ont conduit tant d'Espagnols à faire partie de la 2e DB de Leclerc en 1943. Beaucoup venaient des camps de concentration français. Certains sortaient de leur cachette. D'autres encore venaient des corps francs. Dispersés dans les armées régulières de Pétain, beaucoup ont déserté pour rejoindre les rangs du général Leclerc, qui représentait le France libre. De même, nombre d'entre eux, pour la même raison, ont déserté la Légion dans laquelle ils s'étaient enrôlés pour ne pas périr dans les camps ou sous la menace d'être renvoyés en Espagne, où la «justice» franquiste les attendait. Les Espagnols partageaient alors cette vision de de Gaulle qu'exprime Manuel Fernandez, un des survivants de la Nueve avec qui s'est entretenue l'auteure: «[…] *ce n'est pas le colonel Leclerc qui m'a incité à m'engager, parce que, en réalité, je le connaissais à peine; c'est surtout la figure du général de Gaulle. Je rêvais de partir avec lui depuis le début, depuis qu'il avait lancé l'appel de Londres. Pour moi, de Gaulle était l'homme qui n'avait pas cédé aux Allemands et celui qui représentait la liberté. Comme Leclerc était avec lui et qu'il représentait la France libre, on est partis avec celui-là.*»

Au sein de la Nueve, ces hommes ont combattu en Afrique du nord. En France, ils ont débarqué d'abord en Normandie, où ils ont combattu, puis participé à la libération de Paris, où ils ont soutenu l'insurrection, avant de poursuivre la lutte en Alsace. Enfin, ils ont livré combat en Allemagne, jusqu'à l'armistice. Alors qu'ils arboraient toujours le drapeau républicain espagnol, le 27 août 1944, de Gaulle ordonna de le retirer, dans le but de redorer le blason des Français, marquant ainsi le début de la disparition historique des libérateurs étrangers.

Un des intérêts de cet écrit est de bien situer l'engagement de ces combattants au sein de la Nueve, en tissant le fil de leur histoire, et, par conséquent, de le replacer à partir de 1936, voire avant. Ainsi, nous parcourons leur épopée, de la Guerre civile jusqu'à l'arrivée, pour les survivants, au «nid d'aigle» d'Hitler. L'auteure nous relate leurs conditions de vie terribles dans les camps de concentration où ils croupissaient. Elle met en avant les traitements particuliers auxquels étaient soumis ceux considérés comme potentiellement dangereux, dont nombre de personnalités anarchistes. La mise en lumière de la réalité, particulièrement rude, des camps en Afrique du Nord retient l'attention du lecteur, car elle est peu retracée dans les différents ouvrages sur l'exil des républicains. Dans tous ces lieux, en plus de l'insalubrité, régnaient la brutalité, la perversité et l'humiliation. C'est pourtant là que se trouvait le vivier des futurs combattants espagnols qui ont renforcé les maquis ou les différentes forces alliées.

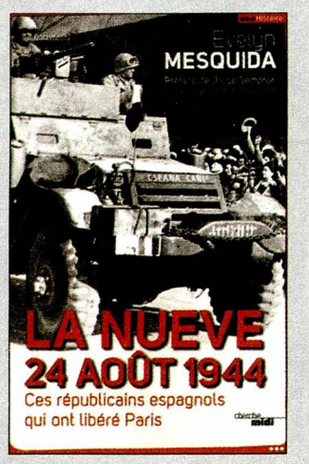
Au regard des rares ouvrages qui retracent ces pages noires de l'histoire de France, celui d'Evelyn Mesquida est nécessaire. Il est aussi salutaire, car il rappelle, à travers le récit même de l'implication de ces hommes, que le pays qui les a si mal traités leur est, en plus, redevable. Comme le montre bien l'auteure, leur contribution a été d'autant plus remarquable qu'ils avaient l'expérience du combat. En outre, leur conscience politique les rendait courageux et déterminés – bien que rebelles, pour beaucoup d'entre eux, à la discipline militaire –, comme en ont témoigné le général Leclerc et le capitaine Dronne.

Le mérite essentiel de cet ouvrage d'Evelyn Mesquida est de donner une visibilité à ces hommes, de les extraire de l'oubli dans lequel ils ont sombré.

**A. P.**

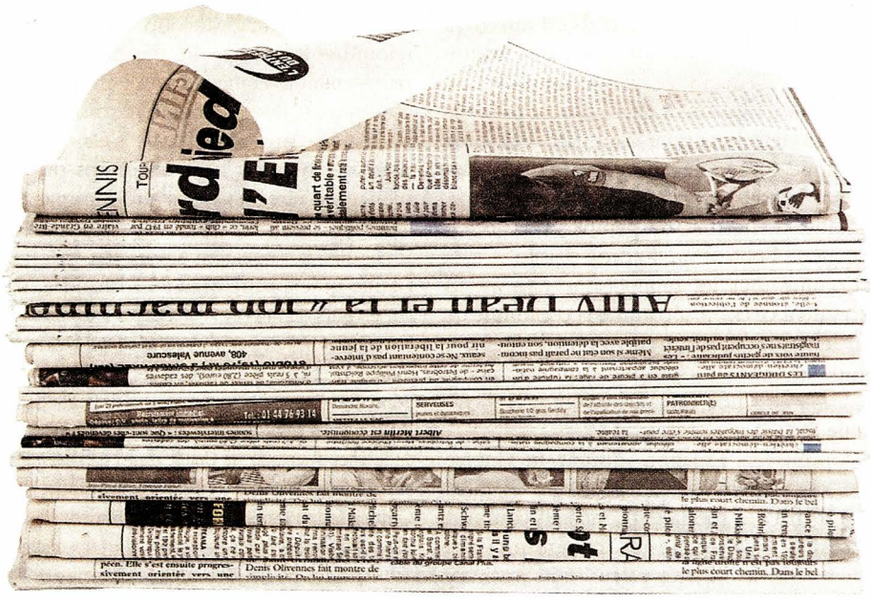
---

1. Evelyn Mesquida, *La Nueve* («Los españoles que liberaron París», Ediciones B, Barcelone, septembre 2008.
2. Traduit de l'espagnol par Serge Utgé-Royo, Éditions le cherche midi, Paris, août 2011.
3. Même si nombre d'entre eux ont été médaillés.
4. pp. 243-244
5. Le chiffre de 60 000 maquisards dans le Sud-Ouest est avancé. Au terme de ses recherches, Evelyn Mesquida estime que les républicains espagnols qui ont combattu le nazisme en France seraient plus de 10 000.
6. En Afrique du Nord, les cénétistes étaient nombreux dans le corps franc d'Afrique.
7. La mémoire entre silence et oubli, Presses de l'université de Laval, Québec, 2006. Sorties de la guerre, presses universitaires de Rennes, 2008.
8. À l'armistice, pour mieux les contrôler, le régime de Pétain en transfère au Sahara.
9. p. 266.




**Evelyn Mesquida, *La Nueve, 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Éditions Cherche-Midi, 2011, 376 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire à 145, rue Amelot, 75011 Paris, et sur www.librairie-publico.com**

# Deux suites pour un deleatur



Freddy Gomez

**Par un curieux effet de concomitance,** deux livres parus à peu de distance examinent, chacun de l'intérieur mais dans des registres fort différents, ce qui fait la singularité d'un métier au demeurant largement ignoré des foules, celui de correcteur. Sans nom d'auteur, le premier – *Souvenirs de la maison des mots*, évident hommage à Dostoïevski – se présente comme une percutante, plaisante et érudite réflexion sur la condition du correcteur d'édition, celui qui officie dans les hautes sphères du prêt-à-penser contemporain, « Galligrasseuil » pour faire court. Le second, signé Vanina, compose le récit d'un voyage au long cours – trente-cinq ans tout de même – dans la pratique tous azimuts de la correction, mais aussi des luttes qui s'y attachèrent, ici et là, pour la défense du métier et l'obtention de statuts. Là encore le ton est personnel, caustique et drôle.

Au-delà de la seule défense du métier, l'anonyme dostoïevskien s'attache à creuser le rapport – ou son absence – entre le correcteur et l'« auteur ». Sur ce dernier, son opinion est d'autant plus arrêtée que, comme technicien du texte, il a sur d'autres l'insigne avantage de le pratiquer ad nauseam, et ce dès le premier jet. Cet auteur, il le tient généralement pour un petit faiseur ou un grand faussaire. Ce qu'il prouve, exemples à l'appui. D'où l'extrême paradoxe du métier de correcteur, qui consiste à rendre lisible ce qui mériterait, le plus souvent et sans plus, d'être jeté à la poubelle. On comprend que, ce faisant, celui qui, pour survivre, s'y adonne, verse parfois dans le découragement ou le cynisme.

Si ces *Souvenirs* sont prétexte à d'intéressantes – et souvent pertinentes – digressions littéraires, dont une fougueuse réévaluation de l'œuvre de Tocqueville, la vision du métier de correcteur qui en émane reste curieusement prisonnière de l'esprit du temps, et plus encore de l'individualisme qui le cimente. Ainsi, sous la plume de l'anonyme dostoïevskien, le correcteur n'apparaît jamais comme un salarié corvéable dont la condition dépendrait de ses capacités à résister, avec d'autres, au mauvais sort qui lui est fait, mais plutôt comme la vigie, forcément solitaire, de l'effondrement d'un monde. Un voyant en quelque sorte ou, plus prosaïquement, un guetteur d'incongruités dont la seule supériorité serait de connaître intimement la vérité d'une époque, à savoir que « *la presque totalité de ce qui est publié en France et ailleurs* » atteste de sa néantisation.

Dans ce maelström de médiocrité et de bassesse, le maître du deleatur – ce « *larbin obscur* » du monde des lettres – serait, aux dires de son laudateur, « *l'homme le plus important* » de la chaîne éditoriale, le seul en tout cas à être capable, par sa ténacité et son don de vigilance, « *d'éviter à tel auteur* [ou à tel édi-

teur] *d'être la risée de tous*». Vu sous cet angle, le métier mériterait évidemment d'être classé d'utilité publique, son périmètre protégé et ses officiants décorés. Reste qu'il demeure toujours «*quantité négligeable, y compris chez les éditeurs «prestigieux»*» et que son exercice provoque plus volontiers la suspicion que l'admiration, l'inquiétude que la reconnaissance. C'est que, nous dit l'anonyme dostoïevskien, ce métier proprement indéfinissable relève de diverses activités: celles «*du détective (recherches et filatures), du conservateur de patrimoine (respect des choses passées), du mouchard, du garçon de café, du journaliste et last but not least du général en chef et du chasseur de baleines*». Objet de développements savants et souvent drôles, chacun de ses aspects constitue un morceau de la toile dans laquelle, seul contre tous, se débattrait le correcteur.

Comme cerise sur le gâteau, les dernières pages de ce libelle se font étrangement revendicatrices. «*Il est devenu indispensable, s'exalte ainsi son auteur, de proclamer au plus vite une charte du correcteur, et même de la respecter*». Exigence d'autant plus inattendue que cet appel au «*respect*» s'adresse d'abord à ses pairs, suspectés d'avoir largement contribué, eux-mêmes, par passivité, servilité et crédulité vis-à-vis des auteurs et des éditeurs, à la dévalorisation de leur noble tâche. Comme s'inscrivant dans la démarche élitiste de l'anonyme dostoïevskien, ce propos révèle surtout l'abîme existant entre cette ode à la mission civilisatrice du correcteur et l'idée beaucoup plus terre à terre que le salariat précaire de la correction se fait de son travail et des conditions souvent déplorables dans lesquelles il l'exerce a minima. Comme tout prolétaire qui se respecte, de la truelle ou de la plume. Car, comme les autres, l'exercice de ce métier relève d'abord de la question sociale.

Tout bien considéré, le correcteur est un être paradoxal, une «*contradictio in adjecto*» comme dit l'autre. Ainsi, dans ce milieu où abonde le déclassé, on peut être convaincu de la noblesse de son métier tout en cultivant secrètement le rêve d'en sortir pour aller voir ailleurs, du côté de la lumière. Au fond, et ces *Souvenirs de la maison des mots* en constituent la preuve, le correcteur est aussi un auteur qui s'ignore, parfois même un éditeur qui se cherche. Perspective petite-bourgeoise, disait en d'autres temps les syndicalistes du Livre, mais ce temps est révolu. Et pas toujours pour le meilleur. Il est vrai que cette histoire et cette tradition syndicalistes n'entrent pour rien dans l'univers de l'anonyme dostoïevskien.

C'est un regard nettement moins esthétisant que Vanina pose sur la correction. Plus vaste, aussi, car Vanina a beaucoup bourlingué dans ses différents cercles, de l'édition à la presse quotidienne, en passant par les périodiques. Ainsi de «Lancelot-Presse» (Bayard-Presse), groupe éditeur du «Crucifix» (*La Croix*), en passant par «L'Encyclopédie universelle» (Encyclopædia Universalis), «Brémont» (Belfond), «Le Genre humain» (*L'Humanité*), le «Journal officiel de la France», «Le Globe» (*Le Monde*), «Le Football français» (*France Football*) et «L'Univers diplomatique» (*Le Monde diplomatique*), Vanina peut se prévaloir d'une excellente connaissance du terrain. D'où la richesse de ce témoignage, à la fois chaleureux et drôle, où les correcteurs – «*devenus largement des correctrices au cours des trente dernières années*» – apparaissent pour ce qu'ils (elles) sont: des êtres très divers mais un peu étranges, surdiplômés ou «*parfaits autodidactes*», exerçant un métier souvent découvert par hasard, volontiers opposés à l'ordre du monde mais partisans acharnés de la normativité orthographique et du bon accord du participe.

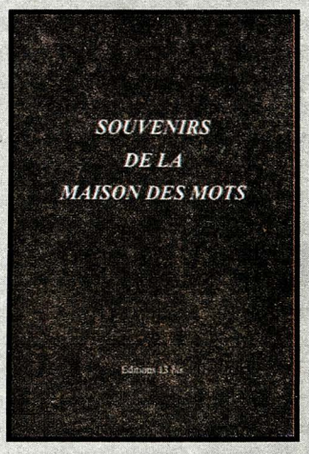
La principale différence entre ces deux livres tient, sans doute, à l'angle de vision adopté par leurs auteurs. Le premier, on l'a vu, ne conçoit ce drôle de métier que sous une approche individuelle; le second, en revanche, lie son histoire, mais aussi son devenir, à la défense collective de celles et ceux qui l'exercent. Dans un cas, le correcteur ne saurait compter que sur lui-même et sur ses qualités propres; dans l'autre, il est le produit d'un rapport de production, autrement dit d'un rapport de forces qui ne peut être modifié que par l'irruption du collectif dans la sphère du salariat. Qu'on s'entende, cependant: Vanina n'a rien de la *working class heroe* syndicalement correcte; elle serait plutôt du genre autonome, y compris dans sa manière de juger de son implication militante, au cours des années 1980, au sein du Syndicat des correcteurs, dont elle fut, comme secrétaire à l'édition, l'un de ses «comitards».

Sur cette donnée essentielle de la défense du métier – le rôle qu'y joua le Syndicat des correcteurs –, Vanina s'attache à laisser entendre sa différence, au risque, parfois, de rater sa cible. Ainsi de sa critique, plus morale que politique, du contrôle de l'embauche exercé, notamment en presse quotidienne, par le Syndicat des correcteurs. «*Si je reconnais aujourd'hui comme hier son efficacité au monopole de l'embauche, écrit Vanina, je lui dénie tout titre de gloire.*» Glorieuse ou pas, cette pratique – de contrôle plus que de monopole – héritée d'une très ancienne tradition syndicaliste de la CGT d'avant 1914, fut, pour les diverses corporations du Livre (typographes, rotativistes, photograveurs et correcteurs), la manière de s'exonérer du seul droit d'embauche admis jusqu'alors – celui des patrons – et, par extension et rapport de forces aidant, la condition de l'amélioration très substantielle des conditions de travail, de rémunération et d'existence des syndiqués qui en bénéficiaient. On peut toujours trouver «contestable» cette pratique du placement syndical, y voir même une forme accablante de dérive gestionnaire ou dangereuse de contrôle politique, mais il faut bien admettre, ce qu'admet Vanina du bout de la plume, que, sans elle, on ne saurait comprendre ce qui, tous comptes faits, a permis, un bon siècle durant, à cette collectivité organisée de vivre plutôt bien en écornant le monopole patronal.

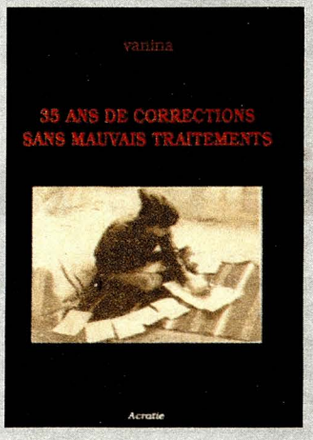
Pour le reste, Vanina distille ses souvenirs avec un évident plaisir et sans trop de nostalgie, ce qui somme toute lui va bien tant elle semble convaincue que, même en ces temps hyperréalistes, il faut encore passion garder. On lui souhaite évidemment de ne pas la perdre.

**F. G.**

*Cette recension a été publiée dans À contretemps, n° 41, septembre 2011, pp. 24-25.*




**Anonyme, *Souvenirs de la maison des mots*, Éditions 13 bis, 2011, 112 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire à 145, rue Amelot, 75011 Paris, et sur www.librairie-publico.com**




**Vanina, *35 ans de corrections sans mauvais traitements*, illustrations de Jean-Pierre Monnet, La Bussière, Acratie, 2011, 176 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire à 145, rue Amelot, 75011 Paris, et sur www.librairie-publico.com**

# Un monde sans Leprest

**Je me doutais** qu'un jour il allait falloir vivre dans un monde sans Leprest. Dans un monde sans air, ni chanson. Aussi extravaguant que cela puisse paraître, ce monde est advenu. Plus d'amour, plus de guitariste, une solitude, seule en piste. C'est peu dire qu'à la suite de son départ suicidé ne reste qu'un gouffre, un abîme. Elles vont continuer de voler les sympathiques ritournelles, les chansons sans le sou, sans le souffle, où trouverons-nous les mots qui restent, ceux-là qui, en deux mots, s'entêtent ?

Leprest ? Connais pas. J'ai entendu vingt fois dans la bouche de gens sincères cette formule, ces derniers jours. Lui qui plaisantait d'être « *le plus connu des chanteurs inconnus* », ne serait pas étonné de cette non-gloire post-mortem. Et puis, comme de son vivant il mit un soin particulier à refouler le succès, à le tenir à distance tel un chien dérangé, il serait surprenant qu'il s'en préoccupe désormais. « *Quand je serais mort, juste un bouquet rouge, des chansons et des gens qui bougent* », chantait Allain, avec deux « L ».

Peu porté par les foules, et peu porté sur elles, Leprest était un homme de rencontres. Les yeux dans les yeux, là, on parle. On boit un coup ? Ce coco-là serrait la main à l'anar quand on se croisait, se marrait en m'embrassant les joues : fraternité, copains. S'il avait le sang rouge, accroché au folklore Thorez et fête de l'Huma, il n'était pas de ceux qui kholkozent l'espoir. Je l'aimais, aussi, pour ça : la fulgurance avec laquelle il avait su saisir qu'on était, lui et moi, allongé sur le même versant de la même barricade. On a pourtant passé ensemble pas beaucoup de temps, quoi, quatre ou cinq soirées, nuits ? C'est peu, c'était il y a longtemps. Seulement, il vous faut savoir ceci : on apprenait bien davantage en passant quelques heures en compagnie d'Allain Leprest, qu'en la fréquentation multi-décennale d'abrutis.

« *Ni dieu, ni maître, ni contremaître !* », aimait-il à me balancer de façon régulière. Depuis ce foutu quinze août et l'assomption athée d'Allain (« *assomption piège à cons !* », aurait-il sûrement rigolé), nous n'avons plus que ses chansons, sa retraite, sa franginette, ou son café d'Omaha Beach. De ces chansons qui permettent de ne pas tout à fait étouffer dans un monde sans air. Lui s'en fiche, de savoir à quel point il manque, comme il fait nuit, déjà, sur un monde sans Leprest.

Et je l'entends d'ici gueuler « oh l'anar, eh oh, hein… Ça suffit bien maintenant, tu vas pas te mettre à chialer ! ». C'est pas l'envie qui manque, Allain.

**Fred**
*Groupe de Saint-Ouen*
*de la Fédération anarchiste*

# Décès de Jean-Pierre Jacquinot

**Le mouvement libertaire** est encore en deuil : cet été a vu la disparition de Jean-Pierre Jacquinot.

Fils de Pierre (marin syndiqué) et de Jeanne (femme « au foyer »), il était né le 23 juin 1938 au Havre (Seine Maritime), où il passa presque toute sa vie et où il est donc décédé le 14 juillet 2011.

D'abord marin (de commerce) de 1956 à 1961, puis docker au Havre de 1961 à 1993, c'est en puisant dans la bibliothèque du Syndicat CGT des dockers qu'il découvrira les auteurs classiques anarchistes (Proudhon, Bakounine, Kropotkine…). Il militera donc à la CGT et au groupe Jules Durand de la Fédération anarchiste jusqu'en 1978. L'année suivante il participera à la création de l'Union des anarchistes, et reprendra le titre « Le Libertaire » dont il sera responsable de publication jusqu'en 2005. A partir de 2001 il se syndiquera à la CNT (française).

Il a publié de nombreux articles dans le *Monde libertaire* et *Le Libertaire*, ainsi qu'une *Histoire méconnue et oubliée du syndicalisme havrais, 110 ans d'anarchie au Havre*, 2 tomes, Éditions Le Libertaire, Le Havre, 1993, et également *Les Congrès ouvriers de 1880*, Éditions Le Libertaire, Le Havre, supplément au *Libertaire* électronique n° 14.

Celles et ceux qui l'ont connu et apprécié continueront le même combat contre l'exploitation et pour un monde sans dieu ni maître.

**Ramón Pino**
*Groupe Pierre-Besnard*
*de la Fédération anarchiste*

# Vie de la Fédération

Plusieurs groupes et liaisons de la Fédération anarchiste ont été créés récemment :

- La liaison Béthune, dans le Pas-de-Calais (62) : bethune@federation-anarchiste.org ; http://liaisondebethune.blogspot.com
- Le groupe Regard noir, en région parisienne (75) : regard-noir@federation-anarchiste.org ; http://regard-noir.blogspot.com
- Le groupe de Montreuil, sur Montreuil (93) : famontreuil@gmail.com ; http://groupefamontreuil.blogspot.com
- La liaison Nouvelle-Calédonie, en Nouvelle-Calédonie (98) : nouvelle-calédonie@federation-anarchiste.org

Ces groupes et liaisons sont aussi contactables par courrier à l'adresse suivante :

Relations intérieures de la FA
145, rue Amelot
75011 Paris

# Appel
## pour le 9-12 août 2012 à Saint-Imier

**Pour fêter les 140 ans** du congrès de Saint-Imier, acte fondateur de l'Internationale antiautoritaire, la Fédération anarchiste francophone (IFA) et la Fédération libertaire des montagnes (OSL) appellent les groupes, collectifs, individus qui se réclament de l'anarchisme social à participer aux rencontres internationales de l'anarchisme en août 2012 dans le village de Saint-Imier.

Ces rencontres ne seront pas seulement l'occasion de commémorer le passé, de débattre de l'histoire et des «pensées fondatrices» qui n'ont, pour beaucoup, pas perdu de valeur. Elles seront aussi l'occasion d'interroger le présent et ses innombrables mutations et de regarder vers l'avenir. Mais ce qu'elles seront surtout ce sont des moments d'échanges et de partage. Nous allons, pendant quatre jours, vivre ensemble, manger ensemble, nous parler et nous écouter, faire connaissance ou se revoir, peut-être se fâcher ou se réconcilier, voir du théâtre, des films et des concerts, se porter assistance et bienveillance, et des tas de choses encore qui formeront la multitudes de ces journées.

Pour accueillir ces discussions, des projections de films, des pièces de théâtre, un salon du livre anarchiste et les participants, nous disposons de quelques infrastructures.

- La patinoire qui accueillera le salon du livre anarchiste. Il y a aussi un terrain où nous pourrons installer un parking. Il y aura aussi de la place pour organiser certains ateliers libres.

- Le camping se situera sur un terrain à côté de la patinoire. A l'heure actuelle, nous envisageons de le répartir en quartiers dont chacun disposerait de son espace de cuisine et son fonctionnement. Ceci inclut la possibilité d'avoir des quartiers spécifiques. Les douches et les toilettes se trouveront dans la patinoire

- À Espace noir, centre social autogéré de Saint-Imier, se trouve un cinéma, une salle de concert-théâtre, un espace d'exposition et un bistrot. Le lieu servira aussi de point de convergence durant les rencontres.

- La salle de spectacle de Saint-Imier dispose d'un grand théâtre de 500 places et d'une salle de conférence de 200 personnes. Il y a aussi un bar et une cuisine.

- Le centre social de Saint-Imier a un théâtre de 100 places, une salle d'exposition et d'autres petites salles.

- Dans les gymnases du village, nous pourrons installer des dortoirs et des espaces de garderie pour les enfants.

- Dans le village de Saint-Imier, il y a d'autres infrastructures comme par exemple, la piscine municipale (qui se trouve à côté de la patinoire)

Sur le site internet www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'information sur les contenus et l'esprit de ces rencontres. Il sera mis à jour à mesure de l'avancée des travaux de préparation. Néanmoins, voici déjà un début de programme provisoire. Ce programme est bien sûr incomplet et peut subir de profondes modifications tout au long de l'année avant le début des rencontres. Il sera mis régulièrement à jour sur le site internet.

### Conférences/ateliers/discussions

Normand Baillargeon : «Apprendre pour résister» ou «Les intellectuels et la lutte de classes» ou «Rocker et l'anarchisme» ou «Athéisme et libre-pensée» (thème pas encore fixé).

- Marianne Enckell : «Le Jura suisse berceau de l'anarchisme et une promenade pour visiter les lieux forts de l'histoire du mouvement ouvrier.»

- Hugues Lenoir : «La place de l'éducation chez les anarchistes.»

- Claire Auzias : «Louise Michel» et «Les Roms».

- Philippe Pelletier : Élisée Reclus et la géographicité libertaire

- Xavier Renou : «La désobéissance civile (conférence et ateliers).»

- René Berthier : «Bakounine» ou «Proudhon» ou «L'anarcho-syndicalisme et l'organisation de la classe ouvrière» (thème pas encore fixé).

- Mario Pinto (en portugais) : «La crise économique.»

- Wally Rosell : «Sport et anarchisme» et expositions sur les affiches de la Révolution espagnole, sur la Commune de Paris et sur les autocollants politiques.

- Alejandro (Fédération anarchiste ibérique) : «Anarchisme et mathématiques».

- Giordano (Fédération anarchiste italienne) : «Les politiques de santé à l'épreuve des inégalités sociales.»

- Jacques Grinvald : «La décroissance.»

Participe aux rencontres. Rejoins le comité d'organisation !

### Appel aux groupes, collectifs, individus, etc.

Nous souhaitons que ces rencontres soient plurielles. Pas seulement politiquement, mais aussi en elles-mêmes. Les discussions qui auront lieu autour des casseroles auront autant de valeur que celles qui se dérouleront dans les grandes salles. Même si les espaces d'accueil «en dur» sont limités, l'espace réel de ces rencontres est en fait bien plus vaste. Inutile ici de tenter de faire une liste exhaustive des activités possibles. Par contre, il nous faut de l'aide pour quantité de choses dont nous pouvons facilement faire la liste.

Les cuisines. La première des choses vitale, c'est la cuisine. Nous devons nous attendre à nourrir 1000 à 2000 personnes, peut-être plus. À l'heure actuelle, nous n'avons pas les capacités matérielles de le faire. En plus des couverts, il nous faut surtout de quoi mettre en place suffisamment de cuisines collectives en plein air. Si vous disposez de ce matériel et que vous voulez venir participer à ces rencontres, prenez contact avec nous.

- Les équipes médicales. Il nous faut des personnes qui ont du savoir-faire dans le domaine des premiers secours pour mettre en place des antennes médicales.

- La garde des enfants. Il nous faut aussi des personnes pour aider à la tâche de garde des enfants. Cela veut aussi dire que nous avons besoin d'animations et de jeux pour les enfants.

- Matériel. Il nous faut des grandes tentes, des bâches, des cordes, des citernes pour l'eau et tout ce qu'il faut pour construire un camping.

- Technique. Il nous faut des personnes qui ont du savoir-faire dans les techniques son et lumière pour les concerts et les pièces de théâtre.

- Traduction. Il nous faut des personnes pour participer à la traduction des discussions.

Son et image. Pour garder la mémoire et partager ces rencontres nous cherchons aussi à enregistrer (son, image, etc.) le maximum de discussions ou animations. Pour cela aussi il nous faut des personnes et du matériel.

Activités/ateliers libres. Et bien sûr il nous faut des personnes pour proposer et/ou animer des activités.

Contactez nous et rejoignez le comité d'organisation et les groupes de travail. Pour cela vous pouvez passez par le site internet **www.anarchisme2012.ch** ou directement sur la plateforme de travail collaborative «crabgrass» en rejoignant le groupe «rencontre internationale de Saint-Imier 2012» (multilingue).

# RADIO LIBERTAIRE

## Jeudi 15 septembre

**Chronique hebdo (10 h 00)** Commentaires anarchistes de l'actualité.

**De rimes et de notes (12 h 00)** Actualité de la chanson et du spectacle.

**Bibliomanie (15 h 00)** Autour des livres.

**Petites annonces d'entraide (16 h 30)** Les annonces de la semaine.

**Si vis pacem (18 h 00)** Préparation du 51e congrès de l'Union pacifiste, à Limoges (24-25 septembre).

**Les enfants de Stonewall-BodyFreaks (19 h 30)** Thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

**Epsilonia (22 h 00)** Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

## Vendredi 16 septembre

**Zones d'attraction (11 h 30)** Philosophie.

**Sortir du colonialisme (16 h 00)** L'invité de cette semaine sera le collectif antiraciste D'ailleurs nous sommes d'ici (DNSI).

**L'invité du vendredi (19 h 00)** Travailleurs sociaux et professionnels du social.

**Muzar (22 h 30)** Autour de l'art contemporain.

## Samedi 17 septembre

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)**

**Chronique syndicale (11 h 30)** *Le mouvement ouvrier juif*, avec H. Menczeles.

**Chroniques rebelles (13 h 30)** 50e anniversaire. Vérité et Justice. Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris et subirent la répression que l'on sait.

**Deux sous de scène (15 h 30)** Magazine de la chanson vivante.

**Tribuna latinamericana (19 h 00)** Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

## Dimanche 18 septembre

**Jour de lessive anticléricale (10 h 00)** Pour une société laïque…

**Folk à lier (12 h 00)** Musiques traditionnelles.

**Cris et murmures (14 h 00)** Slam et poésie.

**Des mots, une voix (15 h 30)** Stéphane Audeguy, pour son livre *Rom@*, Gallimard.

**Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30)** Musiques celtiques.

**Les liaisons dangereuses (22 h 00)** Musiques étranges et aventureuses.

**Restons éveillés ! (00 h 00)** Libre antenne.

## Lundi 19 septembre

**Les Enfants de Cayenne (9 h 00)** Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

**Lundi matin (11 h 00)** L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

**Le vivre ensemble (16 h 00)** Végétarisme et cause animale.

**La santé dans tous ses états (18 h 00)** Santé et politique.

**Le monde merveilleux du travail (19 h 30)** Anarcho-syndicalisme, par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

**Ça urge au bout de la scène (21 h 00)** Actualité de la chanson.

**De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)**

## Mardi 20 septembre

**Artracaille (11 h 00)** Art en marge.

**L'idée anarchiste (14 h 30)** Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

**Les amis d'Orwell (16 h 00)** Anti-vidéosurveillance.

**Des oreilles avec des trous (dedans) (17 h 00)** Des fusiques molles pour fous les tous.

**Pas de quartier (18 h 00)** Émission du groupe Louise Michel. « Une vie avec les mains qui tremblent » ou le parcours attachant d'un syndicaliste et d'un honnête homme. Georges (avec en prime, son pote Alain) en direct.

**Paroles d'associations (19 h 30)** Les portes ouvertes des Ateliers de Ménilmontant qui se tiendront les 23, 24, 25 et 26 septembre de 14 à 20 h 00, avec trois membres de la nouvelle équipe : Hervé Chastel, Annette Jalilova et Claude Feuillet.

**Émission spéciale (20 h 30)** Antenne ouverte aux auditeurs. Thème : Sortir du nucléaire, oui mais comment ; quelles énergies pour quelle société ?

**For a Few Sixties More (00 h 30)** Musique jamaïcaine des années 60.

## Mercredi 21 septembre

**Court-circuit (09 h 30)** Philosophie, art et politique.

**Blues en liberté (10 h 30)** Émission musicale blues : Robert Pete Williams.

**Le manège (14 h 00)** Littérature & cinéma.

**Femmes libres (18 h 30)** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers.

**Les rendez-vous soniques (00 h 30)** Le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

## Jeudi 22 septembre

**Si vis pacem (18 h 00)** Émission de l'Union pacifiste. Louis Lecoin nous quittait il y a quarante ans (conférence à Saint-Amand-Montrond, 1er et 2 octobre).

**89.4 MHZ en région parisienne** — **rl.federation-anarchiste.org**

## Jeudi 15 septembre

### Paris XVIIIe

19h30. La librairie Le Rideau rouge et les éditions Rue des Cascades vous invitent à une rencontre avec Joani Hocquenghem et Métie Navajo au sujet des livres *Le Rendez-vous de Vícam* et *La Geste des irréguliers*. 71, rue Riquet, métro Marx-Dormoy.

## Jeudi 16 septembre

### Saint-Jean en Royans (26)

20 heures. Pour inaugurer son cycle «2012 : Année de l'autogestion», le groupe La rue râle de la Fédération anarchiste organise une projection-débat autour du film *Le Vaaag : à l'épreuve du réel* en présence de plusieurs personnes investies dans le Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres lors du G8 d'Évian. 29, rue Pasteur. Contact: laruerale@no-log.org

## Samedi 17 septembre

### Rennes (35)

19h30.Fred Alpi en concert (chanson rock libertaire, Paris) au bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan. Prix libre.

## Jeudi 22 septembre

### Toulouse (31)

20 heures. Reunion-débat: «Dix ans après AZF, risque industriel pour qui, pour quoi?» organisée par le groupe Albert-Camus de CGA Toulouse avec Jean-Pierre Levaray, auteur de *Putain d'Usine*. Salle Ossète-Duratti, rue du Lieutenant-Colonel Pélissier, métro Capitole. www.c-g-a.org

## Vendredi 23 septembre

### Lons-le-Saunier (31)

20h30. Débat : critique de la religion. Avec Marc Silberstein, ancien mandaté au Comité de rédaction du Monde libertaire et membre du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste. Organisé par l'Association des Libres penseurs jurassiens. Au Carrefour de la Communication. Le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste tiendra une table de presse sur place.

## Samedi 24 septembre

### Paris XIe

16h30. Aya Cissoko et Jean-Manuel Trémond viendront nous rafraîchir la mémoire sur le génocide au Rwanda et les glauques atrocités orchestrées par les puissances ex-coloniales et la doucereuse Église catholique, ces grandes moralisatrices devant l'histoire. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

## Dimanche 25 septembre

### Merlieux (02)

Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste organise son sixième Salon du livre anarchiste-Forum social libertaire. Rencontre avec des auteurs, dessinateurs et éditeurs. Débats. Repas des anars et soirée musicale la veille, samedi 24. Renseignements: 03 23 80 17 09, kropotkine02@no-log.org ou kropotkine.cybertaria.org

## Vendredi 30 septembre

### Troyes (10)

Conférence-débat à l'UP3 : Mort à la démocratie, avec Léon de Mattis. Lieu: Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

## Samedi 1er octobre

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial: Le Manifeste de la Commune: origines, pratiques, luttes sociales et anarchistes. L'épicerie du pré, 3, rue du Pré.

## Vendredi 14 octobre

### Troyes (10)

Conférence à l'UP3 : Pédagogie libertaire et autogestionnaire, avec Hugues Lenoir. Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

## Samedi 15 octobre

### Rennes (35)

À l'appel de la Coordination antinucléaire Ouest (Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-Loire), journée antinucléaire: pique-niques, manifestation, concerts. Pour l'arrêt immédiat des chantiers EPR et THT (lignes à très haute tension). Rendez-vous dès midi à l'esplanade Charles-de-Gaulle. Pour sortir du nucléaire civil et militaire, rejoignez le cortège libertaire, rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste et sa méga sono! Affiche de cette manifestation : www.sdn-rennes.org/index.php/page-web-coordination-ouest

## Samedi 1er et dimanche 2 octobre

### Cuisery (71)

Salon du Livre libertaire. Librairie du chat noir, 19, rue du Pavé. Contact: Brigitte et Roger: 03 85 40 05 65.

## Samedi 5 novembre

### Paris XIVe

9h30 à 15 heures. Colloque annuel de la Société P.-J. Proudhon: Proudhon et l'anarchie. À la Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis. Entrée libre et gratuite. Possibilité de repas sur place.

# FORUM SOCIAL LIBERTAIRE
# Merlieux

## SALON DU LIVRE ANARCHISTE

Dimanche
25 septembre
2011

***Des idées, des livres et des pavés***

**En direct sur Radio Libertaire 89.4Mhz (Paris)**
**ou http://www.federation-anarchiste.org/rl/**

**Groupe Pierre Kropotkine**
**Fédération Anarchiste**
**Athénée Libertaire - 8, rue de Fouquerolles - 02000 Merlieux - Tel 03 23 80 17 09**
**kropotkine02@no-log.org - http://kropotkine.cybertaria.org/**

Imprimé par nos soins